

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 512, 1,50 F
JEUDI 21 OCTOBRE 1971



scandales immobiliers



l'affaire Bouygues-Granet

Hebdomadaire
du P.S.U.

Direction politique :
Christian Guerche

Secrétaire de rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantale - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction :
566-45-37

Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos :
A.F.P. (p. 4, 8, 10, 13).
D.R. (p. 2).

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

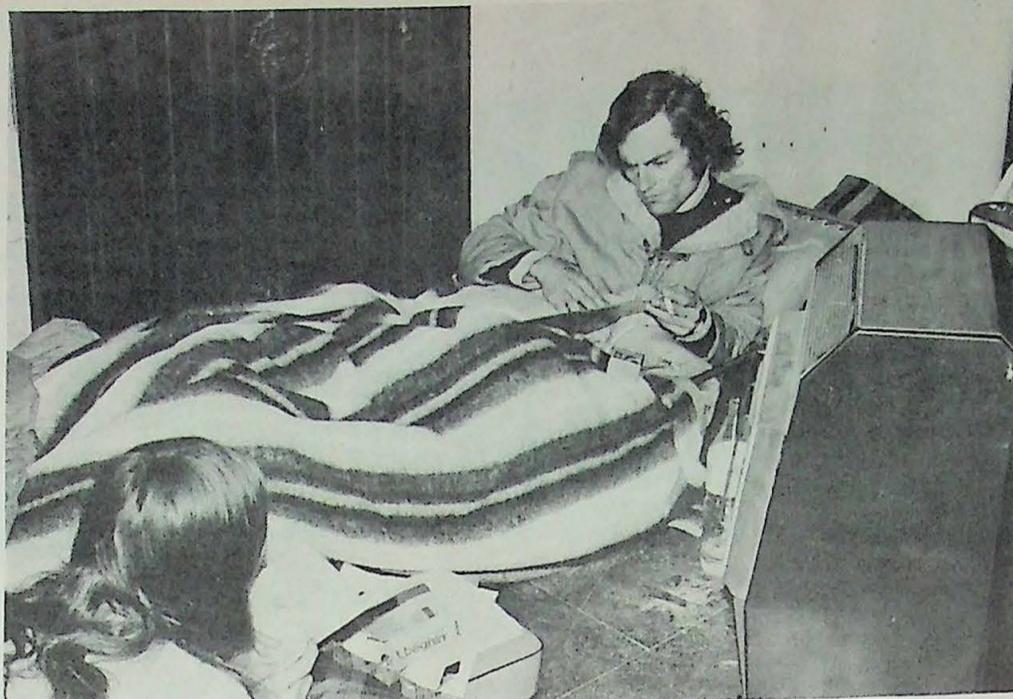
Petit à petit

(V.O.)

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanant de 14 h à 24 h



M. Souliez, gréviste de la faim.

Luttes universitaires

Grève de la faim des maîtres auxiliaires de Haumont

De notre correspondant

Le jeudi 7 octobre, trois maîtres auxiliaires du Lycée de Haumont (Nord) décidaient d'entreprendre sous le porche de l'Eglise une grève de la faim pour sensibiliser l'opinion publique à leur combat.

De quoi s'agit-il ? Enseignantes maîtres-auxiliaires, **Anne Victorri** et **Pascale Morales**, apprenaient le 11 septembre l'annulation de leur nomination. Le fait qu'elles se retrouvent ainsi au dernier moment sans travail n'a malheureusement rien d'extraordinaire par rapport au sort que l'Education nationale réserve aux maîtres auxiliaires. Ils sont ainsi plus de 200 dans l'Académie de Lille, plus d'un millier à Paris à être temporairement embauchés au rabais et à faire plus d'heures qu'un professeur titulaire avant de pouvoir être révoqués à tout moment.

Mais dans le cas d'Haumont, l'annulation des nominations est directement politique : Anne Victorri et Pascale Morales sont en effet des militantes maoïstes. Quant à un troisième enseignant **Bernard Souliez**, il avait appris au mois de juillet qu'il n'aurait pas de poste à la rentrée, du fait d'un rapport défavorable de son ex-principal qui signalait alors au recteur qu'une information judiciaire était ouverte contre lui. Véritable calomnie renforcée par des « révélations » extorquées au bout de huit jours d'interrogatoires par la

brigade de recherche de la gendarmerie de Maubeuge à une jeune fille de 16 ans. Il s'agissait ni plus ni moins que de prétendre à un détournement de mineure. Très vite cependant « L'énorme affaire » que croyait tenir la police se dégonflait comme un ballon de baudruche et Souliez lui-même n'était même pas entendu par des enquêteurs.

Procédé sordide mais qui prouve aujourd'hui deux choses :

1) il existe bel et bien des listes noires politiques qui permettent d'éliminer les gêneurs de l'enseignement.

2) Dans ce genre de situation, la police et l'Education nationale n'hésitent pas à travailler la main dans la main sur un terrain, la calomnie, qui, pourtant, bénéficie en haut lieu de « réserves inépuisables de mépris ».

Malgré cette campagne, les trois enseignants n'ont cependant pas accepté de capituler et ont décidé de lutter pour leur réintégration en dénonçant le scandale des maîtres auxiliaires. Lutte d'autant plus difficile que les syndicats enseignants se bornent malheureusement une fois de plus à des « entrevues » à l'Académie et au rectorat. Seules concessions du recteur voulant éviter que l'affaire prenne des proportions désagréables : réintégrer Pascale Morales comme institutrice remplaçante à plus de 100 km de chez elle (perspective réjouis-

sante lorsque l'on a un bébé de quatre mois et un mari sur le point de partir au service !).

Quant à Anne Victorri, elle a le malheur d'avoir pour mari **Bernard Victorri**, qui a fait huit mois de prison préventive après l'affaire des Houillères et elle ne peut rien attendre. Enfin le recteur Debeyre a reconnu devant une délégation du S.N.E.S. que pour Bernard Souliez « on était peut-être allé un peu vite » (sic) et que s'il voulait bien demander un poste à Amiens ou à Reims, cela pourrait peut-être s'arranger !

Face à un tel scandale, une grande campagne de soutien aux grévistes a été lancée dans la ville, notamment sous l'impulsion du Secours Rouge. Le P.S.U. s'est chargé lors d'un congrès fédéral extraordinaire de faire passer l'information à toute l'Académie. La C.G.T. quant à elle demandait au recteur la réintégration des maîtres auxiliaires. Les manifestations de sympathie se multiplient dans la ville. Les visites aux grévistes sont nombreuses et l'aide financière importante. Le clergé, qui avait initialement refusé d'accueillir les grévistes, a adopté sur ce point une nouvelle attitude. Et dans l'église d'Haumont, trois maîtres auxiliaires continuent leur combat pour le statut des M.A., pour leur réintégration et pour dénoncer le système d'enseignement scolaire capitaliste... □

Pour l'école

Nous donnons ici des extraits du texte du Groupe d'Etudes pour la Défense et la Renovation permanente de l'Ecole maternelle annoncé dans notre précédent numéro. Ce texte a été signé par de très nombreuses associations dont la C.G.T. et la C.F.D.T.

Le 11 décembre 1969, en s'adressant au ministre de l'Education nationale, le 6 novembre 1970 en s'adressant aux parlementaires, le GROUPE D'ETUDE soulignait les aspects inquiétants du problème de l'école maternelle (...).

Carence spectaculaire dans l'ordre quantitatif : pour l'école maternelle, des zones rurales sont démunies, ailleurs trop souvent encore, des listes d'attente s'allongent, le nombre des centres aérés est dérisoire. Quant aux crèches, sur cent femmes qui travaillent ayant un enfant de moins de trois ans, huit seulement y trouvent des places disponibles...

Les carences dans l'ordre qualitatif sont parfois moins bien perçues ; elles n'en sont pas moins d'une extrême gravité pour l'enfant ; on sait désormais que la qualité du milieu éducatif au cours des six premières années — et plus nettement encore au cours des trois premières années — peut orienter son destin de façon trop souvent irréversible. C'est donc à cette étape — et des expériences probantes le confirment — que peut être engagée le plus efficacement la lutte contre les handicaps sociaux.

Les familles qui ne souhaitent pas ou qui ne peuvent pas assumer à elles seules la difficile tâche qui consiste non seulement à « soigner », mais à développer au maximum les potentialités de leur enfant, ont le droit de trouver des collectivités aménagées à cet effet, avec lesquelles elles puissent partager en étroite collaboration cette responsabilité. (Ceci est particulièrement important pour les enfants de milieux populaires, et les enfants de familles émigrées sont parmi eux, qui ont le plus besoin de la fonction sociale et éducative de cet accueil) (...).

Tout ceci exige d'importants crédits — crédits de fonctionnement, crédits de recherche. « Si l'on veut vraiment prendre le problème à cœur, écrit un éminent spécialiste du premier âge, on peut trouver tous les moyens d'élever les enfants sans en faire des cas pathologiques, mais en rognant par ci et par là, en réduisant le personnel, en admettant trop d'enfants, on peut aussi transformer n'importe quelle institution en asile. »

Or les dispositions du VI^e PLAN, et plus encore les initiatives prises dans sa foulée par certains services, font craindre que, soucieux de satisfaire aux moindres frais les formes les plus pressantes de la demande sociale, on ne se préoccupe que d'un développement à peu près exclusivement quantitatif, calculé d'après les seuls besoins de la main-d'œuvre féminine nécessaire à la production, ou même qu'on ne privilégie des formules au rabais destinées à assurer la seule fonction de « gardiennage », au détriment de toutes les autres fonctions sociales et éducatives de l'équipement.

C'est pourquoi le Groupe d'Etude a adressé une lettre aux députés de l'Assemblée nationale qui a recueilli l'adhésion d'un grand nombre de collectivités.

● Toute signature ou soutien à adresser au Groupe d'Etude, 94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e.

Sur trois questions d'actualité

Jacques Gallus

L'autosatisfaction est sans doute possible la chose la mieux partagée dans l'extrême gauche française. Que les luttes échouent ou réussissent, que les analyses s'avèrent justes ou fausses, sont des faits mineurs. L'important est de maintenir que l'on a raison.

Hormi son oubli que seule la vérité est révolutionnaire, cette attitude est la meilleure qui soit, à la longue, pour décourager les militants. Renverser ce courant implique que l'on sache réfléchir sur soi-même ; or l'actualité récente donne au mouvement révolutionnaire plusieurs occasions de mettre en lumière le simplisme de certaines de ses analyses. Il ne faut pas les manquer.

Un programme tactique

Le parti communiste français vient de publier un « programme de gouvernement ». C'est un document imposant par son volume. D'aucuns en ont conclu qu'il doit contenir des propositions nouvelles intéressantes. Double erreur. Premièrement parce que ce programme n'innove en rien sur tous les thèmes chers aux démocrates avancés, et deuxièmement parce que les propos de ceux-ci n'ont pas d'ambition programmatique, comme a pu en avoir par exemple le manifeste « Ciel et Terre » de Servan-Schreiber ; son ambition est essentiellement tactique.

En effet, le moment choisi pour la publication de ce programme n'est pas fortuit. Depuis plusieurs mois, on voit s'amorcer un rapprochement du P.C. et du P.S. Rien que de normal dans tout cela, pensent certains, puisqu'il s'agit de deux formations réformistes qu'aucune divergence fondamentale ne sépare. Dans ces conditions, il est logique que ceux-là mêmes qui mettent tous les réformistes dans le même panier soient surpris par les désaccords qui surviennent à l'heure actuelle. Cette surprise est le fruit du simplisme.

La publication présente du programme du P.C. prouve qu'il ne faut pas minimiser les contradictions de l'alliance P.C.-P.S.

Dans l'esprit de François Mitterrand, il s'agit en 1973 d'acquiescer une assise parlementaire suffisante pour, en 1976, pouvoir engager — et gagner — le même pari qu'aux présidentielles de 1965. Cela implique pour lui de se rapprocher assez du P.C. pour être le « candidat unique de la gauche » en 1976, tout en ne passant aucun accord de gouvernement précis, afin de garder les mains libres. D'où la dernière conférence

de presse du premier secrétaire du P.S. au cours de laquelle il affirmait les revendications qualitatives plus essentielles que les revendications quantitatives ; d'où la reprise à son compte de formules telles que « changer la vie » dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles traduisent mal la tradition social-démocrate. Mais la nécessité de ne pas s'engager précisément avec le P.C. l'oblige à sortir des habituelles propositions de réformes gestionnaires.

A cette stratégie, le P.C. en oppose une autre, fort différente. Le P.C. a compris la leçon de 1965. Il ne veut plus servir d'appoint électoral à un président qui le renverrait ensuite à ses études. C'est pourquoi les communistes veulent engager *dès maintenant* le P.S. dans des négociations de programme ; il s'agit pour eux de lier les socialistes par des engagements précis destinés à entraîner le P.S. dans un processus de conflit avec le Président de la République. Le P.C., dans son programme, recentre le débat sur le problème de la gestion de la société. Et c'est précisément sur ce terrain que Mitterrand veut éviter de se placer.

La divergence est donc profonde et c'est plus qu'une erreur d'analyse que de l'ignorer.

“Un” parti socialiste ?

Dans ce même domaine de la critique révolutionnaire du réformisme, il serait utile de revenir sur l'attitude adoptée vis-à-vis du parti socialiste. Car à cette occasion également, le mouvement révolutionnaire peut être taxé de simplisme. Dans la période récente l'appareil politique de la S.F.I.O. a le plus souvent été une traduction fidèle des options social-démocrates de sa base. Or, depuis un an, le mouvement révolutionnaire serait bien avisé de vérifier l'adéquation de l'appareil du P.S. à sa base. Car tout démontre que de nouvelles motivations à l'action politique ou syndicale se font jour et qu'elles peuvent déboucher aussi bien sur une intégration aux organisations réformistes que sur une orientation révolutionnaire. Ces motivations nouvelles sont fort diverses, de même que les groupes dans lesquels elles se manifestent (« nouvelle gauche », chrétiens radicalisés...). François Mitterrand, avec la caution de la gauche du P.S., cherche à séduire ces groupes en offrant un visage « moderne ». Or, ceux-ci sont étrangers à toutes les lamentables expériences de pouvoir de la social-démocratie que le P.S. traîne avec lui. Mais par souci du court terme concret, par horreur du verbalisme sectaire,

par manque de conscience politique, ces groupes rejoignent souvent aujourd'hui le P.S. On peut les qualifier de petits-bourgeois et considérer par là que la question est close. En réalité, les choses ne sont pas si simples. Le mouvement révolutionnaire, en refusant jusqu'à présent de l'admettre, en paye le prix par l'effritement de ses forces.

Tout ce qui bouge

Une troisième occasion de réfléchir sur nous-mêmes nous est donnée par la récente grève des agents de conduite du métro parisien. Ce numéro de « T.S. » revient sur le sujet, aussi nous ne nous y arrêtons que pour soulever quelques questions.

Le mouvement révolutionnaire doit-il, comme les mauvais chasseurs, tirer sur tout ce qui bouge ? Ou bien doit-il analyser chaque cas avant d'affirmer sa position ? En l'espèce, il s'agissait de résoudre deux problèmes. Premièrement, la nature des revendications exposées par les grévistes étaient-elles de nature à obtenir le soutien actif des organisations révolutionnaires ? D'une façon plus générale faut-il pousser toutes les luttes, quelle que soit la catégorie de travailleurs concernés ? Deuxièmement, eu égard aux conséquences pratiques qu'entraînait leur grève, ces travailleurs n'avaient-ils pas à juger de la dureté de la grève, surtout en fonction du degré de mécontentement général de la population vis-à-vis du gouvernement ; et donc d'une victoire possible dans l'inévitable affrontement avec le pouvoir ?

Rigueur et souplesse

Voici donc trois éléments d'actualité qui donnent à réfléchir. Si une brève conclusion peut en être tirée immédiatement, c'est dans doute que le P.S.U. doit à la fois faire preuve de rigueur et de souplesse. Rigueur dans la définition d'une orientation stratégique qui se démarque clairement du réformisme. A ce niveau, le rôle de notre programme et de ses procédures d'élaboration (A.O.P. circonstancielles, comités d'initiative populaires...), est essentiel. Mais aussi souplesse tactique dans son action sur le champ politique ; en particulier, la mise en lumière et le renforcement des contradictions internes au réformisme doivent être utilisés par le P.S.U. et tout le mouvement révolutionnaire pour renforcer leurs assises et non pour accroître leur isolement. □

L'impromptu de Suresnes

ou comment s'en débarrasser ?

Gilbert Hercet

Les radicaux, vous connaissez ? Oui, je sais, vous allez me dire : le cassoulet, les vieux messieurs ventripotents à Légion d'honneur, l'accent qui chante et qui danse, le notaire de province. Et vous n'aurez pas tort. Et Jean-Jacques Servan-Schreiber, vous connaissez ? Oui sans doute, vous allez répondre : un néo-capitaliste exacerbé, un manager à l'américaine, le directeur de « L'Express ». Et vous aurez raison.

Mais, justement n'est-il pas bien intéressant que ce J.J.-S.S. là ait pris le contrôle de ce parti-là ? L'événement vaut qu'on s'y arrête un moment, en ce qu'il est significatif des débats engagés dans certaines fractions de la bourgeoisie.

Un sang neuf pour les vieux barbus

Le parti radical — né en 1901 — est le plus vieux parti de France. Il est aussi le seul à avoir, et depuis belle lurette, totalement réalisé son programme. Parti des classes moyennes et de la petite bourgeoisie, il a véritablement créé notre République bourgeoise, démocratique et libérale, notre République laïque et cocardière, vouant un double culte au suffrage universel et à la patrie. Les radicaux ont servi le régime et s'en sont servi. Ils ont plus que symbolisé, ils ont été la France bourgeoise, la France heureuse et tranquille d'avoir gagné la guerre (la première), la France insouciant des périls extérieurs et de l'émancipation des peuples colonisés. Ils ont été Munich (Daladier) et Sakhiet-Sidi-Youssef (Félix Gaillard). Ils ont développé l'enseignement laïque et créé l'office du blé.

Bref, ils ont fait tout ce pourquoi ils avaient été créés. Mais les choses étant ce qu'elles sont, ils ont continué d'exister dans l'opposition, ce qui va aussi bien au parti radical qu'une cravate à Serge Mallet...

Vint Jean-Jacques. On se jeta dans les bras du sauveur. Et les enzymes glutons commencèrent leur œuvre. A vrai dire, bien des thèmes de J.J.-S.S. avaient de quoi séduire les vieux rad.-soc. Ils ont toujours été réticents envers le pouvoir parisien, les technocrates ; ils ont toujours été avec les citoyens, contre les pouvoirs ; ces radicaux volontiers rouspéteurs devant les tracasseries administratives et l'injustice fiscale faite aux petits commerçants ont accueilli avec sympathie certains thèmes reçus comme les plus

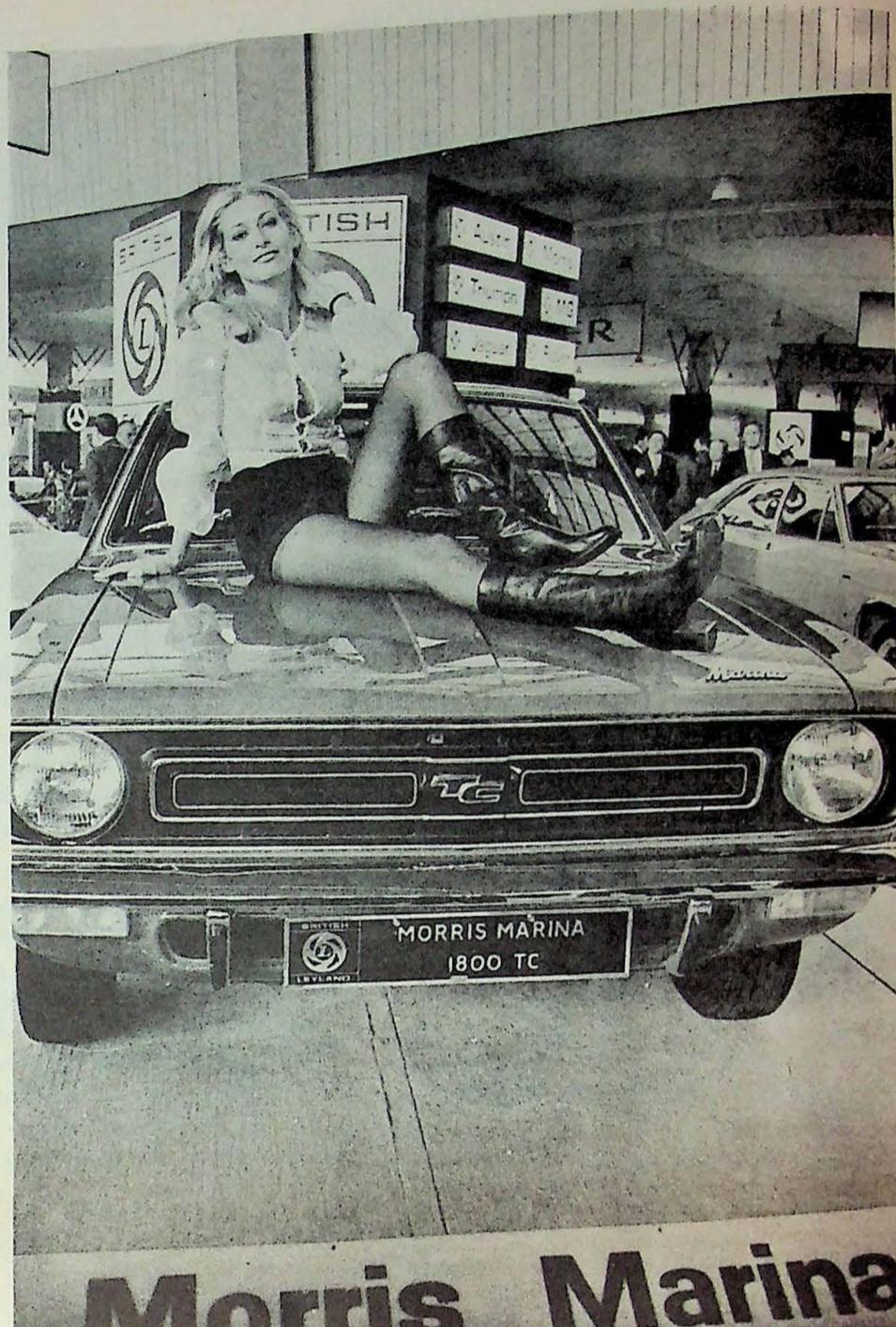
poujadistes, du « manifeste radical » et du « pouvoir régional ». Et puis J.J.-S.S. ramenait sur eux l'intérêt des gazettes et les projecteurs de l'O.R.T.F. ; il leur rappelait le lustre d'antan.

Seulement, avaient-ils bien compris le pari de Jean-Jacques Servan-Schreiber ? On a beaucoup insisté — avec raison — sur le caractère peu stable de la personnalité de J.J.-S.S., sur sa facilité à dire ou à faire n'importe quoi pour faire parler de lui. Mais il faut dire que cette instabilité caractérielle manifeste a toujours été au service d'un projet politique en définitive cohérent. Sur le plan politique — à travers sa participation à l'expérience mendésiste en 1954-1956, à la tentative de Defferre et à l'essai de mise sur pied d'une « grande fédération » en 1963-1965, au parti radical depuis deux ans — il s'est toujours agi de construire une grande force centriste, réformatrice et d'allure moderne, opposée tout à la fois à l'extrême-gauche et à la droite classique ou gaulliste.

Toutes les places et tout de suite !

Sur le fond, il s'est toujours agi pour lui de créer en France une gauche libérale sur le plan économique. Une gauche classique, à qui l'on emprunte son vocabulaire politique, ses condamnations de l'injustice sociale et son attachement à la démocratie bourgeoise ; mais une gauche traditionnelle qu'on veut mettre au service de la fraction avancée, moderne du patronat, à celle qui tient moins à son dividende qu'à son pouvoir sur les choses et les hommes, à celle qui a conscience de détenir dans le capitalisme industriel les clés de l'innovation et qui ronge son frein en attendant de supplanter définitivement le patronat de papa.

Il s'agit en fait de faire en France ce que d'autres, dans des pays voisins, réussissent dans la social-démocratie : faire admettre aux travailleurs que le patronat moderniste leur accorde des salaires plus élevés et des garanties syndicales plus fermes que le patronat de droit divin ; faire admettre aux citoyens qu'en unissant ces forces modernes au sein d'une Europe unie et régionalisée, on est à même d'organiser la concurrence loyale avec le partenaire américain ; créer ainsi un grand courant « réformateur » apte à développer la puissance du néo-capitalisme tout en réduisant les injustices trop criantes héritées de la société du 19^e siècle.



A quand dans les congrès radicaux ?

Et c'est là que se pose pour J.J.-S.S. et ses amis un double problème. Au parti radical, tout d'abord, le hiatus se fait jour entre ces aspirations et les revendications fondamentales des élus radicaux et des couches qu'ils représentent : pharmaciens, vétérinaires, petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire des couches préoccupées par le progrès technique et non pas du tout soucieuses de l'accélérer. Si Maurice Faure est révolté par le changement de qualité de la vie, c'est — il l'a dit à la tribune du congrès samedi — parce qu'on ne peut plus aller librement cueillir des champignons dans une campagne polluée et clôturée, et non pas parce que les cadres ne se sentent pas assez à l'aise dans leurs entreprises. Ce problème, interne au parti radical, J.J.-S.S. l'a, pour le moment résolu : les radicaux ont accepté de se laisser violer, par crainte de disparaître des feux de l'actualité, et parce que beaucoup estiment encore qu'il y a convergence entre leur libéralisme et le libéralisme selon Jean-Jacques. Tout dépendra ici de l'habileté tactique de J.J.-S.S. et de la rapidité que mettront jeunes cadres et jeunes patrons à le rejoindre au parti radical. Le diagnostic mérite d'être réservé : ou la drogue achèvera le malade (ce qu'espère J.J.-S.S.) ou le malade rejettera la drogue (ce que souhaite Maurice Faure).

Mais l'autre face du problème, c'est ce qui n'est pas le parti radical. L'encombrant J.J.-S.S. a besoin que son

initiative rencontre un écho quelque part. Or, de ce point de vue, il ne semble guère avoir le vent en poupe. Au centre démocrate, Abelin est pour, mais Lecanuet lorgne vers Giscard ; au parti socialiste, le thème du moment est l'unité de la gauche, et même Defferre devient partisan de l'auto-gestion... Il n'est pas facile de faire en France une gauche néo-capitaliste, dans la mesure où il y a déjà (voyez Giscard, voyez Chalandon) une droite néo-capitaliste désormais intelligente et organisée, et dans la mesure où les traditions historiques et les pesanteurs sociologiques qui s'imposent à la gauche traditionnelle sont bien différentes de celles qui existent en Allemagne, en Angleterre ou en Suède.

Le pauvre Jean-Jacques en est ainsi réduit à faire feu de tout bois, et à écrire en même temps à Georges Marchais et à Edgar Faure. Il va continuer ainsi à alimenter la rubrique de politique intérieure des journaux réputés sérieux. Que ce théâtre amuse ceux à qui il est destiné, c'est tout le souhait qu'on peut formuler ! Nous sommes dans un autre combat. J.J.-S.S. l'a bien compris, du reste, et Michel Rocard ne recevra pas de lettre sur papier à en-tête du parti radical cette semaine ! Mais nous restons attentifs, amusés des pavés dans la mare que lance le directeur de « L'Express », et somme toute pas mécontents que son rôle principal soit celui de révélateur des contradictions du système... □

Scandales immobiliers

Francis Bouygues et Paul Granet à la une

« L'affaire » dont nous parlerons ici met en cause le P.D.G. de l'une des plus grosses sociétés françaises de construction (Francis Bouygues, l'un des bons amis de Chandon et par surcroît de toute la mafia U.D.R. et le député U.D.R. de l'Aube, Paul Granet, dont on verra plus loin les liens avec Francis Bouygues).

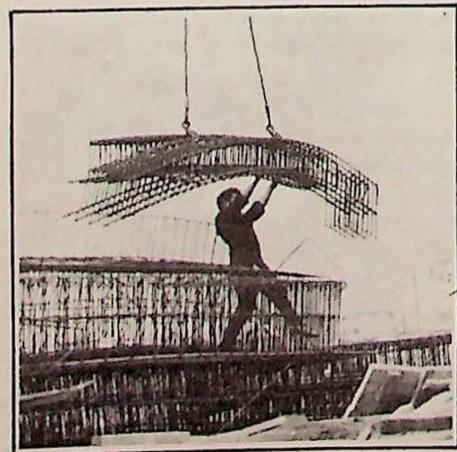
Les faits sont têtus

La Société Civile Immobilière du 129, rue de l'Abbé-Grouet (immeuble en copropriété) tient une assemblée générale en novembre 1966. Des actionnaires, lors de cette assemblée, refusent d'approuver les comptes; une première plainte est déposée en mars 1967 contre les conditions frauduleuses dans lesquelles a été « manœuvrée » cette assemblée générale. Il faut dire que le promoteur et l'entrepreneur chargé des travaux, portent le même nom : Francis Bouygues. En 1968 les propriétaires d'appartements refusent le quitus donné aux collaborateurs de Francis Bouygues qui dirigeaient la S.C.I. Les cogérants, représentant les propriétaires d'appartements, font un rapport accablant sur les méthodes utilisées par Francis Bouygues pour escroquer les « biens sociaux » et s'en mettre plein la poche.

La méthode est simple, elle ressemble comme deux gouttes d'eau au mécanisme de la « Garantie Foncière » avec tout de même une nuance importante : dans le cas de la Garantie Foncière, les dirigeants, tout en s'en mettant plein les poches, arrivaient à servir aux actionnaires un intérêt de 10,25 %. Dans le cas de l'affaire en question, selon le principe des vases communicants, les copropriétaires servaient au promoteur-construteur des super-bénéfices royaux (1). Voyons comment.

Un apport bidon pour prêts bancaires

Avec un apport bidon (144 millions d'anciens francs) le promo-



Réunis le 1 octobre 1971, le Comité de l'Association de défense des porteurs de parts de la Société Civile Immobilière du 129, rue de l'Abbé-Grouet, constituée au mois de janvier 1967 pour dénoncer certaines pratiques répréhensibles des promoteurs et qui groupe des souscripteurs, cadres, ingénieurs, professeurs, médecins, experts-comptables, fonctionnaires, etc., a décidé de rendre publique la lettre ouverte à M. le président de la République et à son Premier ministre.

• I.D.L.P.P., du 129, de la rue de l'Abbé-Grouet, 11, rue Yvart - Paris-15^e.

Lettre au Président de la République

Au cours de votre récente conférence de presse, vous avez déclaré que, pendant votre campagne présidentielle vous aviez donné des instructions « pour refuser systématiquement toute contribution émanant d'un promoteur immobilier quel qu'il soit ». Vous avez aussi qualifié de « naïf » un de vos anciens collaborateurs de l'Hôtel Matignon, également ancien député. La justice vient de l'inculper d'abus de confiance et d'escroquerie. Il a aussi reconnu que « des irrégularités bien camouflées avaient été commises ».

Pour sa part, le *Nouvel Observateur* du 9-8-1971 a révélé publiquement l'existence de « plaintes en abus de confiance, abus de biens sociaux, abus de crédit, etc. » contre les promoteurs de la S.C.I. du 129, rue de l'Abbé-Grouet, qui nous concerne au premier chef.

Le député Paul Granet, dont l'activité chez ce promoteur avait été évoquée, a répondu longuement dans ce journal, le 23 août, mais il est resté totalement muet sur « l'affaire de la rue de l'Abbé-Grouet » qu'il connaît bien, puisqu'il était directeur général de la S.T.I.M., lorsque cet organisme assurait la gérance de fait de notre S.C.I.

Le P.D.G. de cet organisme, M. Francis Bouygues, pour sa part, n'a pas jugé utile de faire usage de son droit de réponse concernant de très graves accusations portées contre les promoteurs de notre S.C.I. : « détournement de 30 millions d'A.F., de primes attribuées à la S.C.I. par le ministère de la Construction, mise à la charge des souscripteurs de la S.C.I., de 160 millions de frais financiers, que les promoteurs avaient pris l'engagement de payer dans le cadre du contrat passé avec le Crédit Lyonnais.

Etant donné le « silence troublant » aussi bien du Syndicat des Promoteurs après vos déclarations, que de nos promoteurs, après les révélations du *Nouvel Observateur*, d'une part, la multiplication des « inculpations en abus de confiance et escroquerie » de nombreux dirigeants d'organismes dont on ne pouvait soupçonner les malversations, d'autre part, le Comité de l'Association de défense des porteurs de parts de la S.C.I., 129, rue de l'Abbé-Grouet, souhaiterait donc bien aujourd'hui connaître toute la vérité sur « l'affaire de la rue de l'Abbé-Grouet » qui concerne plus d'une centaine de souscripteurs de notre S.C.I.

Veuillez croire, Monsieur le Président de la République, à l'expression de notre haute considération.

teur crée une S.C.I. qui ne compte que quelques associés « d'origine », chargée de négocier l'achat d'un terrain à construire, 129, rue de l'Abbé-Grouet. Le règlement de cet achat se fait à terme. On en profite pour obtenir immédiatement un prêt bancaire de 300 millions. On appelle les fonds des souscripteurs d'appartements : premier appel pour règlement de l'achat du terrain et des premiers travaux de constructions : 319 millions pour ce terrain et 340 millions d'acompte sur la construction (avril 1964). On fait également payer aux souscripteurs (qui versent leur quote-part) les intérêts financiers de l'emprunt bancaire (contrairement aux clauses de l'emprunt, selon lesquelles les charges financières étaient à la charge des promoteurs). Mais en réalité, le terrain ne sera payé au vendeur qu'en 1965, et en nature : on lui donne les 228 boxes de l'immeuble (valeur 450 millions) mais en réalité on le fait payer une deuxième fois par les souscripteurs, en réduisant considérablement le nombre de millièmes attribués à ces boxes (et en majorant donc les millièmes des appartements !) (2). Pendant le même temps, la société de gérance de la S.C.I., la S.T.I.M. (P.D.G. Francis Bouygues), empoche 40 millions d'A.F. de frais de gérance par an et les frais financiers de l'emprunt.

Au total, les promoteurs, agissant sous le couvert d'un mandat

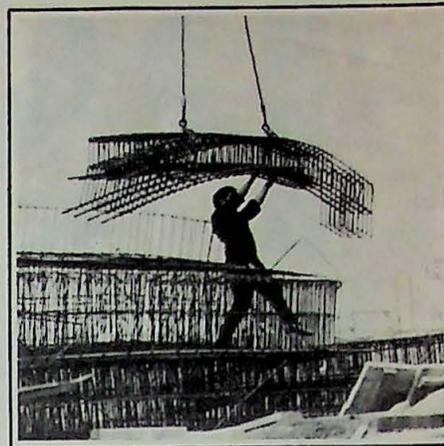
de gestion de la S.C.I., empochaient, grâce à ces acrobaties de haute voltige, 1 milliard d'anciens francs (y compris 30 millions de primes à la construction dont ne bénéficièrent pas les copropriétaires). Il faudrait, bien entendu, rajouter à ce milliard le super-bénéfice d'entrepreneur général de Francis Bouygues et les gains financiers réalisés grâce à l'opération de trésorerie classique qui consiste à recevoir longtemps à l'avance les appels de fonds des porteurs de parts et à régler les sous-traitants, par situations mensuelles à 90 jours ou à 120 jours fin de mois...

Ajoutons à cela quelques opérations annexes du type de celle-ci : en novembre 1965 les promoteurs utilisèrent 250 millions de francs (en provenance de l'emprunt fait au Crédit Lyonnais) pour une opération étrangère à l'objet social de la S.C.I.

Monsieur Granet député de service

Au fait, et ce député Granet ? Il fallait bien, à côté du maffiotier Bouygues, un U.D.R. de service. On choisit donc un Granet comme directeur général de la S.T.I.M. : de 1964 à fin 1968 il joua le rôle de directeur général de cette société de gérance. Il fut aussi l'un des conseillers financiers de l'opération. Mais ce ne fut pas tout.

Au moment où les souscripteurs



de parts refusèrent de donner le quitus à la gérance et ruèrent dans les brancards, Francis Bouygues confia au sieur Granet le rôle d'aplanir les difficultés avec les cogérants. L'un de ces cogérants s'appelaient le général Buffin (et U.D.R. par surcroît, bien que victime, comme ses petits camarades souscripteurs). Granet entama des négociations avec le général Buffin, sur le thème : entre hommes du (même) monde, on peut s'entendre. Le promoteur est prêt à faire quelques petits travaux supplémentaires, en échange de quoi, de grâce, votez le quitus, arrangez-vous pour le faire voter, isolez les brebis galeuses qui sèment la discorde parmi les souscripteurs.

Rien n'y fit. Les souscripteurs tinrent bon. En septembre 1968, le directeur adjoint de la S.T.I.M. fut convoqué par la brigade financière... quelques semaines après, Granet, pris de panique, démissionna de son poste de directeur général, ce qui n'empêcha pas, paraît-il, ce « naïf » de s'occuper en sous-main de la S.T.I.M. : jusqu'en 1970 on le voyait faire de fréquentes apparitions dans les bureaux du 129, rue de l'Abbé-Grouet.

Le vin est tiré

La lettre au président Pompidou des souscripteurs de la S.C.I. que nous publions ci-contre recevra-t-elle une réponse du pouvoir ? Un proverbe bien de chez nous dit que quand le vin est tiré il faut le boire : le pouvoir osera-t-il s'attaquer à l'empire de M. Bouygues ? Cette fois le dossier est clair, il a été étouffé depuis quatre ans, et M. Pompidou ne pourra pas dire que c'est à la demande du gouvernement que le scandale éclate. Allez M. Pompidou, un petit effort ; après Rives-Henrys, Nungesser, de Grailly et votre ex-député Roulland, vous devez « mouiller » Paul Granet. A quand la prison pour tout ce joli monde ? □

(1) En 1966 le chiffre d'affaires du groupe F. Bouygues est de 17 milliards, il passe en 1970 à 74 milliards ! La spéculation, ça rapporte : l'exemple dont nous parlons doit sans doute se compter par dizaines, et ceci uniquement pour le groupe Bouygues !

(2) Notons en passant que parmi les bénéficiaires de cette attribution en nature, on trouve, comme par hasard, Mme Jean Cherioux, épouse du président (U.D.R.), du Conseil municipal de Paris.

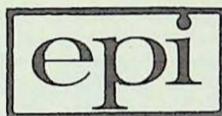
PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIE



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

Michel Rocard



Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 x 20 - 240 pages - Prix 13 F
Bon de commande à « Tribune Socialiste »
9, rue de Borromée, PARIS XV
C.C.P. Paris 5826 65

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N°s 22-23

Sur le mouvement politique de masse 2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 16 - Les travailleurs immigrés.

N° 18-19 - Le hiérarchie des salaires.

N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

luttons ouvrières

Oyonnax

La lutte contre les négriers

De notre correspondant

Depuis le 8 octobre, 400 travailleurs algériens sont en grève, à Oyonnax (Ain), deuxième ville de l'Ain avec 22.000 habitants, qui se targue d'être la capitale des plastiques. Mais c'est aussi une des capitales de l'exploitation des travailleurs immigrés : plus de 6.500 d'entre eux y vivent.

Parmi les possibilités de logement, outre les bidonvilles, il y a le « foyer ». Quelques chiffres éloquent pour le situer ! 180 lits pour 270 locataires (dont le nombre continue d'augmenter). On profite du fait que les travailleurs font les 3 x 8 pour faire occuper les lits en permanence. Dix réchauds à gaz, trente places assises, l'électricité coupée jusqu'à 17 heures constituent le restant de l'équipement. (Les cuisines prévues en 1958 ont été transformées en dortoirs de six lits.) Mais bien sûr, c'est encore insuffisant. La municipalité pour résoudre ce problème prend une décision « pratique et courageuse » : on ne peut empiler en surface ? Il n'y a qu'à empiler en hauteur. On doublera ainsi le nombre de lits par chambre (de 3 à 6) et par dortoir (de 6 à 10). A 80 F par mois et par lit, on voit ainsi le bénéfice réalisé.

La révolte des Algériens

Les travailleurs ont refusé l'entassement et la mise en place de nouveaux lits. Emin, maire d'Oyonnax, devant ce refus, fait investir le foyer par la police le vendredi 8 octobre à 3 heures du matin. Toutes les cartes de résidents sont confisquées.

Les travailleurs algériens ripostent dans leurs entreprises par la grève. Dans toutes les entreprises tous les Algériens font de même. Il y a 400 à 500 grévistes le samedi. La municipalité a immédiatement fait appel aux gardes mobiles : 3 cars sillonnent Oyonnax. Mousquetons à la main, les flics tentent d'intimider la population.

L'objectif du patronat et de la municipalité : mettre à la porte du foyer les meneurs et une trentaine de clandestins. Samedi soir, nos camarades immigrés, assurés de la solidarité de tous les travailleurs algériens refusent l'expulsion et vont passer la nuit dans une église de la ville.

Dimanche, il en est de même : après avoir occupé le foyer avec leurs camarades, les 32 expulsés retournent à l'église.

La solidarité s'organise dans tout le département. Les sections P.S.U. de Bourg, Ambérieu, Oyonnax appellent la population à lutter contre les marchands de sommeil. □

Montataire

Le prix du sang

Si, au lieu de faire un bilan des profits de la sidérurgie française, on se penche sur le sort des travailleurs, les chiffres sont particulièrement éloquentes : 81 accidents mortels en deux ans pour un effectif de 152 000 travailleurs horaires et mensuels !

Ainsi, après avoir reçu de l'Etat, donc des citoyens, une aide privilégiée de plusieurs centaines de milliards de francs, après avoir obtenu des résultats exceptionnels dans leurs bilans de 1969-1970, les patrons de la sidérurgie française, toujours assoiffés de profits, accentuent leurs pressions sur les conditions de travail de leurs salariés...

Qu'importe la vie des travailleurs lorsque l'objectif « profit maximum » est en jeu ?

Semaine après semaine, la liste des victimes du travail s'allonge :

Ainsi, depuis le retour des vacances : Le 17 septembre 71 : un mort à Usinor-Dunkerque ; le 18 septembre 71 : un accident mortel à Usinor-Valenciennes ; le 23 septembre 71 : un pontier d'Usinor-Longwy tué au travail ; aux aciéries de Pompey, deux ouvriers tombent dans un bassin de grenailage dans lequel le laitier en fusion venait d'être déversé : un mort, un brûlé très grave ; le 8 octobre 71 : chez Galvanor à Montataire, la chute d'une pile de faïtières écrase un ouvrier ; le 10 octobre 71 : à Usinor-Dunkerque, un ouvrier est brûlé vif par l'acier en fusion provenant de la coulée continue, quatre autres sont grièvement blessés.

A la suite de tous ces accidents mortels, on entend souvent dire : « C'est la fatalité ! »

A cette affirmation, nous disons « non » ! Car ces conditions dangereuses existent et sont continuellement créées dans la sidérurgie en restructuration. Dans les usines nouvelles, on étudie les machines, on prévoit la production ; après, mais seulement après, on envisage la sécurité des travailleurs ; on fait du « coup par coup » en fonction des accidents : à croire que, comme à l'armée, un pourcentage de pertes humaines est admis !

Un exemple parmi tant d'autres

Galvanor (contrôlée à 98 % par Usinor), exploite à Montataire (Oise) une usine alimentée avec des bobines d'acier laminé à froid par l'usine de Montataire Usinor. Elle produit des tôles galvanisées en bobines ou en feuilles, ainsi que des tôles profilées pour la construction.

Mais les résultats financiers de cette filiale ne sont guère brillants en regard des profits de la société mère Usinor : 228 559 860 NF de

bénéfice avoué pour l'exercice 1970 (bénéfice après impôts, amortissements et provisions) pour Usinor, alors que pour le même exercice, Usinor a encaissé de Galvanor 550 000 NF.

Le bilan humain est nettement plus lourd : En un an, trois accidents mortels pour un effectif de 485 travailleurs horaires et mensuels :

● 3 novembre 1970 : Un travailleur tué à son poste de travail, écrasé par des feuilles de tôle échappées d'un paquet transporté par pont roulant.

● 21 mai 1971 : Un travailleur est tué à son poste de travail, écrasé entre deux bobines de tôle.

● 8 octobre 1971 : un travailleur est tué à son poste de travail, écrasé par 800 kg de faïtières qu'il stockait derrière lui sur une table.

Ceci sans compter les nombreux accidents non mortels, mais pour certains très graves puisqu'ils laissent des travailleurs handicapés à vie et non reclassables !...

Chez Galvanor, la sécurité... connais pas !

● Machines sans carter ;
● Les passages délimités existent, mais sont encombrés par des charges :

● Des paquets ou des bobines de tôle de 5 à 25 tonnes passent sans discontinuer au-dessus de la tête des ouvriers ;

● Les bobines, stockées sur six piles de haut sont calées avec des morceaux de bois ;

● Le sol est gras, en mauvais état, encombré ;

● Les postes de travail ne sont pas aménagés ;

● On travaille avec les moyens du bord !

Et de plus, chez Galvanor, comme partout dans la sidérurgie, il faut produire d'abord et avant tout, même dans de mauvaises conditions. A force de travailler en totale insécurité, on arrive à accoutumer les travailleurs aux risques et, inconsciemment, à leur faire trouver normal ce qui est anormal.

Le fait de Galvanor n'est qu'un exemple : qui pourrait croire que les patrons portent attention aux mesures de sécurité alors que, malgré les belles paroles du P.-D.G. d'Usinor (Borgeaud), la liste des victimes s'allonge : la production et le profit priment !

Dans cette société dite « nouvelle », dans cette société où le profit est roi, la sidérurgie ne peut faire exception à la règle. Dès qu'une technique nouvelle peut permettre une augmentation de production, les œillères patronales visent le profit, mais ignorent la sécurité.

Il est plus facile de remplacer un homme qu'une machine, c'est pourquoi on augmente les cadences, on parcellise le travail, les nuisances s'accroissent...

Ce qui est clair, c'est qu'il n'est pas possible de faire fonctionner une économie à la fois selon le critère du respect de l'intégrité et de la dignité de l'homme et selon le critère de la recherche du profit maximum.

Doit-on venir travailler pour vivre ou pour mourir ? C'est nous, et nous seuls, travailleurs créateurs de richesses, qui possédons la clé du problème.

Nantes

Grève totale à U.G.E.C.O.

De notre correspondant

Bourbourg

La lutte dans une petite commune

Nous avons reçu des travailleuses de l'U.G.E.C.O. une lettre collective expliquant leurs conditions de travail, leur lutte. Nous la publierons dans notre prochain numéro.

L'U.G.E.C.O. (Union Générale de Confection), auparavant Cholet-Berard, est une entreprise familiale transmise de père en fils depuis 1897. Son unique activité est la confection de vêtements administratifs et militaires (deux usines du groupe sont implantées en L.-A.), Nantes, 350 employées et l'autre à Lege, 150 employées, les autres à Louviers, St-Malo, Bernay.

Des conditions de travail scandaleuses

Le personnel (féminin) travaille au rendement : A chaque travail exécuté correspond un nombre de points (10 pantalons = 30 points) et pour toucher le minima, chaque ouvrière doit totaliser 396 points. Si elle dépasse ce nombre, elle bénéficie de 5 centimes de plus par point et par jour. Si elle ne l'atteint pas, elle reçoit une lettre d'avertissement. A la troisième, c'est la porte.

Le travail est de plus surveillé par « les petits chefs », d'anciens militaires qui, parce qu'ils voient des

uniformes, pensent que toutes les travailleuses doivent ramper.

Les salaires mensuels qui varient suivant l'âge et l'ancienneté entre 750 et 850 F par mois, sont parmi les plus bas de la région.

La grève

Après de nombreuses discussions négatives, les travailleuses d'U.G.E.C.O. ont décidé d'engager l'action pour une diminution des cadences et une augmentation uniforme de 0,25 F de l'heure. Les propositions de la direction ont été les suivantes : 0,10 F sur le boni, et une commission qui étudiera les cadences. Les travailleuses ont refusé ces miettes. La grève continue et les ouvrières ont envoyé aux autres usines du groupe une lettre collective. Elle montre bien qu'au XX^e siècle il existe encore des entreprises capitalistes qui essaient d'imposer des conditions de travail, des cadences et des salaires du XIX^e siècle.

A Nantes, la solidarité s'organise, car U.G.E.C.O. doit vaincre et les patrons du textile sont coriaces.

Bourbourg, une petite ville de la région dunkerquoise, qui à peine sortie de l'ère agricole s'ouvre au monde industriel. Une usine assez importante : les Tréfileries, et puis quelques petites boîtes de moins de cent travailleurs.

Le syndicalisme, la C.F.D.T. exclusivement, est parvenu à s'implanter à la faveur de Mai 68. Mais au prix de certaines difficultés. Dans plusieurs petites boîtes, le patron a décapité les sections syndicales naissantes, en licenciant d'office les militants. Pas de tradition donc dans les luttes et le patronat à Bourbourg particulièrement réactionnaire, a les coudées franches.

C'est pourtant dans une des petites boîtes, les Ets Duriez (concessionnaires Sanders - aliments de bétail) qu'éclate le 28 septembre un conflit. La majorité des ouvriers et employés (une quarantaine de travailleurs) se mettent en grève pour s'opposer au licenciement d'une jeune dactylo.

Licenciement illégal : l'employée était en congé de maternité et le C.E. n'était pas avisé.

Le patron, qui entendait ainsi réorganiser et moderniser sa boîte en expansion sur le dos des travailleurs, pensait pouvoir disposer à sa guise du gagne-pain de son employée. De fait, les pouvoirs publics — en l'occurrence l'Inspection du travail — n'avaient pas bronché. Mieux, la loi n'étant pas faite apparemment pour les travailleurs, ils avaient donné au patron le feu vert !

C'était le 28 septembre. Trois semaines plus tard, Duriez est toujours en grève. Courageusement les ouvriers et les quelques employés qui depuis n'ont pas choisi le camp du patron, ont fait échec à Duriez — et dans une petite ville où l'emprise du patronat est grande, il faut le faire !

Pour parvenir à ce résultat, qui fait que, la classe ouvrière ayant relevé la tête, demain ne sera plus pareil à Bourbourg, plusieurs éléments apparaissent déterminants :

● Tout d'abord, la grève n'a pas

été le fait d'un petit état-major syndical. Constanment, les travailleurs, présents au piquet de grève, ont pu formuler leur avis démocratiquement. Ce sont eux qui à chaque fois ont pris les décisions.

● Très vite cette poignée de travailleurs est sortie de son isolement, parce que les travailleurs des autres usines de Bourbourg ont pris part à leur action : manifestation et piquet de grève.

● Le syndicat a misé sur la combativité de ces travailleurs, n'ayant pourtant guère l'expérience des luttes. Avec le concours de militants syndicalistes des usines dunkerquoises, venus manifester eux-aussi une solidarité active, ils se sont opposés le 13 octobre à l'entrée dans l'usine du patron et de quelques non-grévistes (deux délégués ont d'ailleurs depuis été assignés devant le tribunal : le patron lui a le droit de licencier impunément ; les travailleurs, eux, devaient laisser piétiner le droit syndical, le droit de se défendre par la grève) !

Mieux même, trois jours après, ils ont franchi une nouvelle étape dans cette lutte pour imposer au patron la réintégration de leur camarade licencié : les travailleurs de chez Duriez ont décidé de vendre eux-mêmes les aliments en stocks dans l'usine, dont les paysans des environs ont un besoin crucial. Sans tenir compte du patron et de la légalité bourgeoise.

La lutte des travailleurs de Bourbourg donne l'exemple de ce que peut faire, dans une petite commune, la classe ouvrière, lorsqu'elle décide de secouer le joug patronal, en imposant en fait son contrôle sur les licenciements, sur la marche de l'entreprise. En s'efforçant d'informer la population de Bourbourg et les travailleurs des autres usines du groupe Sanders des régions voisines (qui par les livraisons qu'ils assuraient dans le secteur rendaient l'occupation de Duriez inopérante), le P.S.U. a pu aussi manifester une solidarité concrète. □

La grève de la R.A.T.P. soulève des questions considérables et nous a valu un courrier très abondant, ainsi que de nombreux articles. Le débat est ouvert et nous le poursuivrons. Deux points de vue, très différenciés, s'expriment aujourd'hui.

Un soutien justifié

Jacques Kergoat

La presse a tout fait pour présenter les conducteurs du métro comme des « privilégiés ». Un voile de silence a été ainsi posé sur ce que sont leurs conditions de travail. Celles-ci suffiraient pourtant, à elles seules, pour justifier leur colère.

Leurs horaires, d'abord, leur interdisent toute vie régulière - « l'amplitude » - c'est-à-dire le temps écoulé entre la prise du service et la fin du travail dans la même journée peut atteindre 12 heures. Un conducteur peut ainsi commencer son travail à 8 h 13, arrêter à 13 h 05, reprendre à 17 h 20 pour finir à 20 h 17. La plupart n'ont jamais le temps de rentrer chez eux entre temps. Ils ne dorment et ne mangent jamais aux mêmes heures.

Les salaires ne sont nullement ceux qu'a annoncés la grande presse : ils vont, prime de productivité comprise, de 1.566,23 F à 2.177,83 F en fin de carrière pour l'échelon le plus élevé. Encore faut-il, pour cela, ne pas encourir de retenues sur les salaires. Celles-ci (le « bon de tabac ») peuvent avoir des raisons très variées (horaires non respectés à 15 secondes près, vitesse moyenne dépassée de 5 km, avaries non décelées à temps, etc.). Elles représentent environ 2 % du salaire total et peuvent se cumuler jusqu'à en représenter 40 %.

Si l'on ajoute à cela le grignotement des congés annuels, le fait que, à l'âge légal de la retraite, la plupart d'entre eux ne peuvent prétendre à la retraite maximale, on comprend que les raisons de mécontentement étaient nombreuses.

Les stratégies syndicales

C'est sur le problème de la « grille » que le syndicat autonome a éprouvé le besoin de lancer l'action. Ce syndicat n'est en rien un « syndicat jaune », un syndicat-maison : c'est un syndicat corporatif, catégoriel, ce qui n'exclut nullement qu'il se montre combatif. C'est donc à partir de revendications catégorielles (1) qu'il décréta la grève illimitée : il pouvait d'autant plus facilement le faire qu'il était largement majoritaire chez les conducteurs. Plus significatif encore, il semble bien que les autonomes aient fait à plusieurs reprises connaître leur opposition à toute exten-

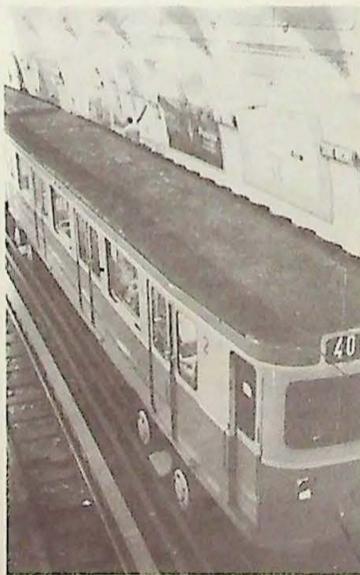
sion du mouvement : ils craignaient que leurs revendications spécifiques ne se trouvent ainsi « noyées ».

La C.F.D.T., très minoritaire, ne pouvait guère que suivre. Quant à la C.G.T., elle se déclarait certes favorable à l'extension, mais elle ne prit aucune initiative, ni auprès des conducteurs ni surtout auprès des autres catégories de la R.A.T.P. pour faire avancer cette solution.

Mieux : alors qu'une consultation des chefs de trains avait donné 55 % pour la grève, aucun effort ne fut fait pour l'organiser. La C.G.T. se condamna ainsi à un suivisme maussade, apparaissant comme un frein au mouvement et proposant à plusieurs reprises l'arrêt de la grève, alors que la combativité des conducteurs était intacte.

L'épreuve de force

La nature de l'affrontement avec le pouvoir était ainsi sensiblement différente des grèves habituelles : le syndicat autonome, par exemple, était



totallement indifférent aux préoccupations habituelles des confédérations syndicales. Le risque que cette grève soit impopulaire le gênait fort peu. La première semaine, le pouvoir se montra assez habile : il tint en laisse ses C.D.R., fit aboyer un peu plus fort ses syndicats jaunes F.O. et C.F.T., et anima en priorité une gigantesque campagne de presse de dénigrement. Gênés, les syndicats répondirent peu : il fallut quatre jours pour que soient démenties les fausses informa-

tions sur les salaires des conducteurs.

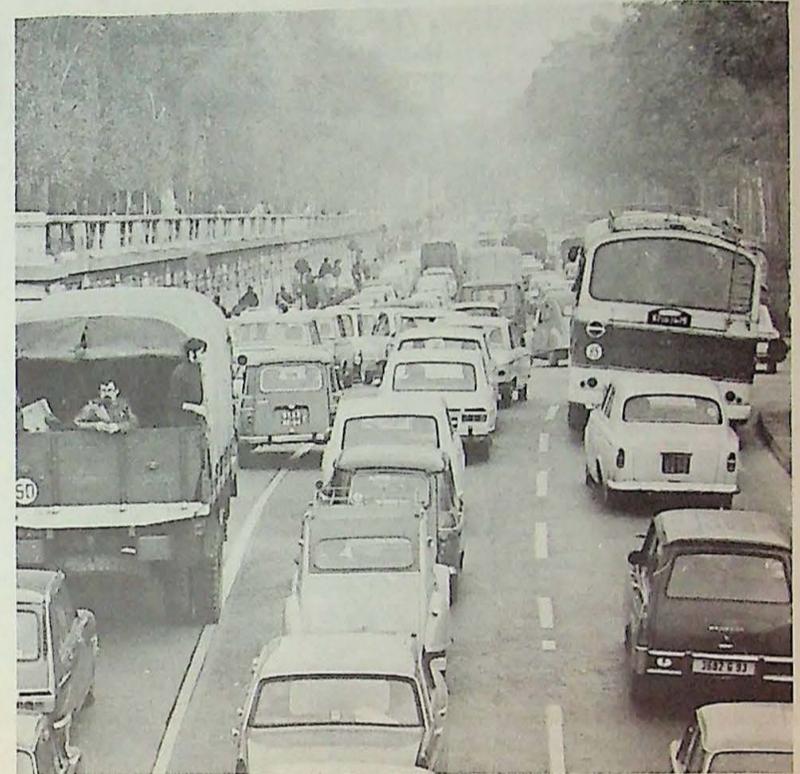
Quant à l'extrême gauche, son attitude ne fut pas au départ d'une parfaite homogénéité. Pour les uns, il fallait être à l'écoute des travailleurs en lutte, en l'occurrence les conducteurs. Ne se donnant pas d'autre rôle que de répercuter fidèlement ce que disaient les conducteurs, ils finirent par expliquer que la grève devait à tout prix rester catégorielle, et justifièrent théoriquement les pires préjugés corporatifs existant au sein du personnel de la R.A.T.P. Pour les autres, s'ils ne remettaient pas en cause le soutien à la grève, ils insistaient sur l'aspect négatif des revendications catégorielles et proposaient volontiers que les révolutionnaires substituent leurs propres mots d'ordre à ceux mis en avant par les conducteurs.

Le point de vue des militants P.S.U. fut sensiblement différent. Bien ou mal engagée, la grève avait, dès le début de la deuxième semaine changé de nature : elle devenait une épreuve de force avec le pouvoir. Son issue ne mettait plus en jeu les seules revendications des conducteurs, mais le développement même des luttes ouvrières à venir. Le contenu de la lettre de Chaban-Delmas aux enseignants montrait clairement, le mardi, qu'à travers ce conflit, ce sont toutes les luttes que le pouvoir voulait mettre au pas.

Il importait donc de soutenir la grève et de lui donner des perspectives.

La première semaine, par tracts, par affiches, par des prises de paroles, les comités d'usagers s'étaient lancés dans une vaste campagne d'explication, tentant de maintenir la solidarité entre les usagers et les conducteurs en grève. A partir du lundi, des initiatives plus centralisées étaient nécessaires. C'est ainsi que lundi à l'appel de la fédération des Comités d'usagers, de Révolution, de la Ligue Communiste et de la fédération de Paris du P.S.U. des groupes de militants sillonnent Paris, du métro Anvers au métro La Fourche, autour du mot d'ordre : « R.A.T.P., le pouvoir doit céder ». Les discussions avec les usagers s'engagent facilement et l'accueil réservé aux manifestants fut largement favorable.

Mais, simultanément, le P.C.F. et la C.G.T. jetaient



toute leur autorité dans la balance pour... faire reprendre le travail aux grévistes. Seule la C.F.D.T.-R.A.T.P. se prononçait simultanément pour la continuation de la grève et son extension. Le syndicat autonome qui s'était rangé à l'avis de la C.G.T., était une première fois massivement désavoué par sa base. Mais les pressions étaient trop fortes et les conducteurs trop isolés : vendredi, dans l'amertume, c'était la reprise.

Quel bilan ?

Il importe maintenant de tirer un bilan. C'est l'objectif que s'est fixé le groupe P.S.U.-R.A.T.P., en préparant une assemblée-bilan, largement ouverte aux militants des comités d'usagers et des autres groupes révolutionnaires. Il est dès maintenant possible de prévoir un certain nombre de questions qui devront être posées.

N'était-il pas possible d'étendre la grève aux autres catégories de la R.A.T.P. ?

Bien des problèmes des conducteurs le permettaient : les conditions de travail sont également très pénibles sur les autobus : « l'amplitude » est un problème qui concerne tout le personnel d'exploitation. Et il suffit de lire le « plan Chamant » (2) pour se rendre compte que c'est tout le personnel des réseaux qui voit aujourd'hui sa qualification et son emploi menacés. Les conducteurs ont

été battus parce qu'ils étaient seuls. Puissent-ils s'en souvenir dorénavant.

Était-il négligeable de s'assurer la solidarité des usagers ? Les conducteurs n'ont rien fait en ce sens, fut-ce pour mieux expliquer leurs revendications. Certes, le pouvoir et sa presse ne leur ont pas facilité la tâche. Mais autour du thème du « métro gratuit » - fonctionnant en permanence ou à certaines heures - n'était-il pas possible d'organiser une grève longue, s'assurer de la complicité et de la solidarité massive des usagers, mettant le pouvoir en porte-à-faux ? Bien sûr, il fallait pour cela mettre dans le coup tous les travailleurs de la R.A.T.P.

En dehors même du conflit avec la direction de la R.A.T.P. et avec l'Etat, ne fallait-il pas tout faire pour que les « ennuis » dus à la grève soient supportés par les patrons et non par les travailleurs ? Or, dans beaucoup d'entreprises on dispensait les travailleurs habitant loin de venir travailler : « Vous récupérez les samedis... ». C'était aux confédérations syndicales d'expliquer, toutes corporations réunies, qu'il fallait refuser de récupérer, que c'était aux patrons de faire les frais de la grève, non aux travailleurs. Cela n'a pas été fait.

Les innombrables tentatives pour dresser les usagers contre les conducteurs ont de fait

BULLETIN D'INFORMATION



Secteur Formation

En revenant des Guions



Photo communiquée par l'Express.

Quatre-vingts camarades désignés par quarante fédérations ont vécu cet été dans un village abandonné des Hautes-Alpes une expérience qu'ils ne sont pas près d'oublier et dont ils n'ont pas fini de tirer les enseignements pour l'action à venir.

Pendant dix jours, avec femmes et enfants, ils ont retrouvé les charmes rudes du camping et des dortoirs, de la corvée de vaisselle en commun et les joies saines de la promenade d'altitude...

Surtout, après une expérience malheureuse en juillet à Orléans, où l'universitarisme coula à flots, nous avons ensemble découvert une méthode de travail de formation qui donnait pour une fois la priorité à l'expression des camarades qui ont l'expérience des luttes sur ceux qui ont l'expérience des discours. Pas d'exposé magistral introductif que chacun écoute avec respect (ou ennui) avant d'aller l'illustrer par quelques réflexions en groupe.

An contraire, tout partait du travail en commun sur l'analyse des conflits vécus tout au long de l'année par les uns et par les autres pour aboutir en fin de parcours, et après élaboration en commun de tracts ou d'affiches à un débat général où chacun avait quelque chose à apporter (et ne s'en priva pas).

Autre facteur essentiel de réussite : la composition du stage. Pour la première fois probablement dans un stage national dit « de cadres », les ouvriers, techniciens et employés (il y avait même un paysan), l'emportaient de très loin sur les enseignants et enseignés de tout poil. De là probablement l'absence de débats creux, le caractère concret des perspectives et du travail réalisé (1).

Voilà les deux enseignements dont il nous faut partir pour le travail de formation à réaliser dans les mois qui viennent dans chaque région.

● Partir de l'analyse du concret pour étudier et améliorer la manière dont nous sommes capables d'intervenir dans les conflits quels qu'ils soient dans ou hors de l'entreprise. Il s'agit donc de partir d'un conflit réel, vécu par les camarades et clairement relaté dans un dossier comprenant les articles de presse, les tracts et affiches et de mener en commun l'analyse systématique à l'aide des outils d'analyse que nous fournit le marxisme. Et ensuite seulement en tirer les enseignements pour améliorer nos méthodes d'intervention. C'est un travail sans doute difficile à organiser dans certains cas, mais la commission na-

tionale formation est en mesure de fournir le matériel et les animateurs nécessaires (2).

● Deuxième ligne d'effort : ouvrir prioritairement les stages de formation aux camarades ouvriers et paysans, réellement engagés dans les luttes.

Cela suppose bien sûr que l'organisation tienne compte (dans les horaires et la localisation des stages) des impératifs du travail, mais cela suppose aussi et surtout que les stages soient organisés directement par un collectif comprenant des représentants des secteurs entreprises et paysans avec l'aide de la commission formation.

C'est pourquoi nous vous invitons dans chaque région à monter dès que possible en les centrant sur un groupe d'entreprise ou un groupe paysan, des stages de travail militant ouvriers et paysans.

C'est pour nous une condition nécessaire de l'amélioration de notre pratique dans les luttes et de la préparation des échéances auxquelles nous sommes confrontés au sein même du parti, qu'il s'agisse de la préparation de la conférence nationale entreprise ou de la mise en place de structures régionales prenant réellement appui sur les équipes militantes.

(1) Un compte rendu détaillé des stages d'été a été réalisé, il peut être demandé à la C.N. Formation, 9, rue Borromée, Paris 15^e.

(2) Elle peut réaliser la reproduction et la diffusion des dossiers aux participants et fournir une méthode de travail très détaillée qui est d'ailleurs développée dans le dernier « directives ».

S
R
E
P
R
E
S
S
I
O
N

Vingt-deux fédérations étaient représentées à la réunion constitutive du « secteur répression » du parti, les 2 et 3 octobre à Paris.

Les travaux des commissions et les débats en assemblée ont permis d'aboutir à la rédaction de deux textes importants destinés à l'ensemble des militants et soumis aux débats des sections sur :

1. La lutte contre la répression ;
2. Le secteur répression du P.S.U.

En outre il est recommandé aux sections et aux fédérations, particulièrement dans les zones où le Secours rouge existe ou peut exister, de se réunir dans les 15 jours pour discuter de l'application pratique de campagnes nationales, faire un planing de travail, faire des propositions précises d'action locale contre la répression dans le cadre du Secours rouge, pour préparer les assises du S.R. (1) et les actions à venir.

Des rapports détaillés seront envoyés au secrétariat du secteur répression. Les camarades du secrétariat peuvent également participer à des réunions sur les problèmes du S.R. et de la lutte contre la répression.

(1) Qui se tiendront les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre à Paris.

La lutte à mener

I. — PROBLEME POLITIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION

La répression est en régime capitaliste indissociable de l'exploitation. Partout où se manifestent des forces de résistance, la bourgeoisie utilise les moyens appropriés pour la briser. Il s'agit pour cela non seulement de briser la lutte de façon exemplaire, mais d'isoler les différents secteurs en lutte, de les frapper à tour de rôle en s'appuyant si possible sur les antagonismes entre couches sociales victimes de l'exploitation ou en profitant de leur neutralité.

La crise actuelle de la bourgeoisie et les choix qu'elle peut être amenée à faire ne modifieraient pas la nécessité qu'elle a de réprimer. Une orientation de gauche pourrait diminuer la violence de la répression policière ou de la répression antisyndicale, mais ne pourrait éviter de réprimer de façon exemplaire le mouvement de résistance à l'oppression qui continuera à se manifester au niveau de certaines couches (paysans ou immigrés) ou contre la pratique illégale de l'axe de lutte du contrôle ouvrier dans l'entreprise.

D'où la nécessité d'un mouvement de masse contre la répression et d'un mouvement spécifique qui n'ait en aucune façon une vocation à intervenir sur l'ensemble du champ politique. Ce mouvement doit d'une part, utiliser toutes les formes de lutte contre la répression et organiser pour y faire face la solidarité des différents secteurs victimes de la répression.

II. — LE CHAMP D'INTERVENTION

Le problème du champ d'intervention est conditionné par cette idée principale du caractère spécifique du mouvement et par ces deux idées-force de son intervention : la lutte contre la répression gouvernementale et la solidarité populaire.

Pour définir le champ d'intervention, il faut tout d'abord rappeler qu'il n'appartient au mouvement de masse ni de mener la lutte à la place des différents secteurs touchés par la répression, ni de donner aux luttes un débouché politique. Sur le premier point, le Secours Rouge doit, soit soutenir le mouvement autonome de lutte contre la répression lorsqu'il est déjà organisé, soit le promouvoir puis le soutenir lorsqu'il n'est pas organisé.

Différents secteurs paraissent appeler une possibilité d'intervention du S.R. :

1) La répression policière et judiciaire : c'est la plus visible et la plus immédiatement sensible qui peut prendre une violence d'autant plus grande que la fraction dure de la bourgeoisie prend le pouvoir. Deux éléments paraissent importants : d'une part, tenir toujours compte du problème particulier de la police, tel qu'il se pose à l'intérieur du système répressif capitaliste, d'autre part, montrer la signification révolutionnaire du problème de la défense des libertés publiques en opposition totale avec la campagne de défense des libertés publiques organisée par le courant réformiste.

2) La répression patronale et gouvernementale dans les rapports de production : là aussi, la situation est claire.

Il faut se distinguer de la conception étroite du courant réformiste de défense

Week-end

Les 30 et 31 octobre
sur les problèmes de la rénovation
capitaliste dans la ville

6, rue Henner - Paris-9^e

Au cours de ce week-end sera présenté le projet de livre noir sur la rénovation préparé par une équipe de militants.

des libertés syndicales. Là aussi ce n'est pas au niveau de la protection des militants syndicaux défendus en général par leur organisation, mais à celui de la protection de tout le mouvement sauvage, de toutes les luttes de contrôle des petites entreprises en difficulté où chaque mouvement de résistance est impitoyablement châtié, que le S.R. doit intervenir. Il ne s'agit en aucune façon d'organiser un front antisindical, mais même quand les luttes sont prises en charge par l'organisation syndicale, de populariser le mouvement et d'organiser la solidarité.

Un secteur particulièrement important d'intervention est celui des atteintes à l'intégrité physique des travailleurs par les maladies professionnelles ou les accidents du travail. Le problème souvent mal pris en charge par l'organisation politique et syndicale doit l'être par le Secours Rouge.

3) La répression dans le secteur agricole.

C'est actuellement un secteur où face à la lutte organisée contre les structures capitalistes, le pouvoir est en quelque sorte contraint de mener une répression exemplaire. Cette répression de masse (actuellement près de 240 inculpés) doit appeler une réponse du milieu lui-même. C'est là que le S.R. doit organiser la solidarité populaire en soutenant et en popularisant la lutte autonome du milieu paysan contre la répression qui le frappe.

4) Les émigrés.

Compte tenu de la place importante et très particulière qu'ils tiennent dans le processus de production et compte tenu aussi de leur vulnérabilité juridique, les émigrés représentent des victimes particulièrement menacées par la répression gouvernementale et patronale. Leurs conditions de vie et de travail sont telles qu'en réalité elles participent au processus de répression. Là aussi, il s'agit non de mener la lutte à la place des émigrés mais de promouvoir leur organisation autonome et de soutenir leur lutte.

5) Les jeunes.

Là aussi l'organisation sociale maintient les jeunes dans un état de très grande vulnérabilité tant au niveau du processus de production (chômage) qu'au niveau de leur mode de vie (logement, sexualité, etc.). L'expérience montre que c'est un milieu très mobilisable contre la répression qui les frappe (Blagis) mais l'organisation en est difficile. Deux écueils à éviter : la dépolitisation du mouvement et l'intégration du mouvement dans le cadre du processus répressif par une sorte d'assistance sociale parallèle. En fait ce n'est qu'au niveau local que peut être développé une expérience capitale si elle réussit, mais extrêmement difficile à mener à bien.

Tels sont les axes d'intervention qui pourraient être déterminés par les assises du S.R.

III. — LES MOYENS D'INTERVENTION

L'expérience a montré que les seuls comités S.R. qui ont fonctionné même au niveau des campagnes nationales sont ceux qui se sont constitués autour d'une lutte locale. Il est donc nécessaire que les comités S.R. aient une grande autonomie et se constituent autour de problèmes de répression concrets entrant dans le cadre des axes de luttes définis par les assises nationales.

La direction nationale du S.R. devrait proposer :

— Des campagnes organisées sur des sujets où une intervention immédiate et massive est nécessaire, soit en raison du problème posé (Burgos), soit en raison du caractère exemplaire de la répression (Laurette Fonseca).

— Les assises devront fixer des axes d'intervention proposés aux comités locaux dont la liberté d'initiative est totale. La direction nationale prépare des dossiers, faisant circuler l'information coordonnant au besoin les activités parallèles.

Dans l'immédiat, deux problèmes paraissent devoir faire l'objet d'une campagne nationale indépendamment des campagnes permanentes (police, libertés publiques), la répression dans le secteur paysan et le problème des polices patronales (Simca - Citroën et les syndicats autonomes type C.F.T.).

En ce qui concerne les tribunaux populaires, ils peuvent être une forme utile de lutte à condition d'être organisés non pour juger les individus mais les exactions de la bourgeoisie caractérisées, d'être publiés à tous les niveaux, de ne pas prétendre à prononcer des sentences mais à développer la prise de conscience des masses. Nous proposons la tenue d'un véritable tribunal populaire sur les exactions du patronat Citroën - Simca.

IV. — RAPPORTS ENTRE LE P.S.U. ET LE MOUVEMENT DE MASSE

C'est essentiellement un problème militant et un problème de prise en charge.

L'expérience montre que le combat politique à l'intérieur du S.R. ne peut être mené que par la pratique militante. C'est là que se trouve la seule possibilité efficace d'intervention du P.S.U. au sein du S.R.

Par ailleurs il reste indispensable qu'à tous les niveaux le parti soutienne non seulement l'action du S.R. mais trouve des débouchés politiques à ses interventions, ce qui reste son rôle propre.

C'est le rôle du secteur répression du parti de coordonner l'intervention des militants du P.S.U. à l'intérieur du S.R., d'assurer le soutien à l'action du S.R. et de proposer des débouchés politiques aux actions entreprises par le S.R.

Texte d'organisation

I. L'animation et les structures du secteur répression du P.S.U. sont prises en charge par l'ensemble des camarades militants dans l'organisation de masse : le Secours Rouge, et par un représentant des secteurs de lutte à tous les niveaux de décision politique du parti (secteurs, entreprises, agricole, enseignement).

II. Le secteur répression du parti ne doit en aucun cas se substituer à l'organisation de masse. L'un de ses premiers rôles est d'assurer la cohésion et la coordination des militants sur une ligne politique clairement définie au sein du parti.

La réflexion d'ensemble du secteur permettra de préciser et de faire progresser notre ligne politique.

Toutes les sections du parti doivent impérativement participer, par l'intermédiaire de leurs militants, aux comités de Secours Rouge.

Toute lutte engagée sur un cas de répression par des militants du P.S.U. dans une localité, doit entraîner la création d'un comité où la réanimation d'un comité ayant cessé toute activité militante.

III. L'une des tâches prioritaires du secteur sera d'assurer la préparation des militants au travail de collaboration avec les autres groupes révolutionnaires et de dégager de l'expérience des luttes une réflexion permettant de faire progresser le niveau de conscience politique du mouvement de masse.

IV. Pour assurer une parfaite circulation de l'information, chaque section désignera un correspondant au niveau fédéral qui lui-même désignera un correspondant au niveau national. Ces correspondants seront impérativement engagés dans l'organisation de masse.

Secteur Enseignement

Les militants P.S.U. de l'enseignement supérieur (étudiants, assistants, professeurs, chercheurs, personnel administratif) se réunissent au siège du parti le dimanche 24 octobre pour examiner la situation du secteur. Les travaux débutent à 9 h 30.

Un stage destiné aux militants et sympathisants du P.S.U. dans l'enseignement du premier degré et les C.E.G. sera organisé durant les 4 premiers jours des prochaines vacances de Pâques. Thème central : peut-on être à la fois instituteur et révolutionnaire ? Retenez cette période dès maintenant. Pour la préparation de ce stage, prendre contact avec : Bernard Ravelin ou Gérard Teron, rue Borromé.

3 femmes ont besoin de vous

— Un groupe de femmes marxistes-léninistes, travaillant au sein du M.L.F. ont organisé un voyage d'étude en Chine sur la révolution chinoise, la place de la femme dans cette révolution, les conséquences de cette révolution dans le domaine de la famille, de l'école, de la législation, etc.

— Trois camarades du P.S.U. qui réfléchissent sur ces problèmes peuvent se joindre à ce groupe.

— Si les frais de séjour en Chine sont réduits à leur plus simple expression, le voyage coûte cher et les camarades ne peuvent supporter ces frais.

Le voyage est pris en charge de façon très communautaire et le budget réparti entre toutes : frais de voyage, de séjour, argent de poche, etc. C'est dire que nous nous sentons responsables d'apporter notre part.

L'intérêt politique de ce voyage n'est pas à démontrer ni la richesse pour le Parti d'une confrontation sur le vif avec des camarades qui sont en train de réaliser une révolution qui ne peut nous laisser indifférents.

Les camarades qui partent vous feront partager leur expérience au retour. Elles vous demandent de partager leur préoccupation financière du départ.

Pour l'ensemble du voyage il faut 4 millions et nous devrions nous-mêmes en apporter 1 et très rapidement.

Que chacun se sente responsable de ce voyage en envoyant sa quote-part à Albert Carette, C.C.P. 1382-49 Lille, en indiquant voyage d'études au dos du mandat.

Merci d'avance à tous les camarades qui permettront aux dix camarades du groupe et particulièrement aux trois camarades du P.S.U. de vivre cette expérience de six semaines.

Secteur Cadre de vie

Un très grand nombre de sections du parti mènent des actions « Cadre de vie », nombreuses sont celles qui demandent au Secrétariat national ou à la Commission « Cadre de vie », des renseignements précis pour des actions futures. Grève des loyers, problème des charges, lutte pour obtenir des C.E.S., etc. Or, souvent, des sections voisines mènent des actions du même ordre. Mais trop peu de sections le font savoir, et il n'est pas possible de faire entrer en contact des militants engagés dans les mêmes actions.

Le service national « Cadre de vie » demande donc d'être tenu au courant des diverses initiatives pour pouvoir en tenter une coordination et les faire connaître à l'ensemble du parti par l'intermédiaire de « T.S. » ou d'un bulletin intérieur de liaison.

Dans le but de mieux articuler l'action, il propose aux militants et aux sections qui ne mènent pas actuellement de lutte sur ce terrain, de réfléchir aux causes de cette inaction.

Pour permettre une meilleure prise de conscience de la dimension du problème, une « directive » sur l'analyse politique de l'action sur le Cadre de vie sera bientôt envoyée. Dès maintenant est lancée une enquête précise sur les thèmes suivants : — Grands ensembles : dénombrement des logements, de la catégorie des habi-

tants, classe sociale dominante, utilisation éventuelle des résultats électoraux, part du logement assuré par la participation de certaines grosses boîtes, logements d'entreprises.

— Etude des associations existant sur ces ensembles, importance numérique des adhérents, des militants, militants du parti engagés, militants d'autres associations proches isolés.

— Avons-nous des contacts ou des actions régulières avec eux ?

— En l'absence de grands ensembles, quelles sont les associations d'usagers qui existent ?

— Quelles sont les associations familiales, d'aide aux travailleurs immigrés, etc. avec lesquelles nous puissions envisager une action ?

Le but de cette enquête n'est pas d'obtenir des renseignements statistiquement précis. Il faut à cette occasion provoquer la discussion avec les personnes ou les associations. Ces rencontres doivent permettre de nouer ou renouer le contact avec des militants souvent isolés, qui mènent un combat difficile sans être réellement appuyés par le parti.

Dans la perspective d'une action de plus grande ampleur, ces rencontres et cette enquête de début d'année paraissent fondamentales.

Commission Femmes

Après le Congrès de Lille

Le Congrès de Lille n'a pas permis de poser de façon valable le problème « femme » ni le problème de l'insertion des femmes dans le parti. Pourquoi ?

1) **Peu de représentation de femmes comme déléguées** : le nombre de femmes à ce Congrès a encore été très faible si on compte les déléguées. Certaines femmes avaient été désignées par leur fédération comme membre de droit pour poser les questions de la femme mais cela me semble, personnellement, une très mauvaise solution. Il est trop facile de donner un strapontin !

Une camarade à qui je faisais part de mon étonnement de la voir accepter d'être présente dans ces conditions au Congrès m'a répondu : « C'est toujours mieux que rien, il vaut mieux y être que pas du tout et puis, tu sais, dans ma fédé, on n'aurait jamais accepté de déléguer une femme, sur une tendance ».

Cela démontre clairement que les camarades qui ont accepté de venir au Congrès comme membre de droit n'ont pas fait avancer du tout le problème au sein de leur fédération et risquent de créer une situation qui se perpétuera. Pourquoi, une femme militante dans une fédé, ne pourrait-elle être élue sur des critères politiques et non sur des critères de sexe ? Ce n'est qu'en se battant à ce niveau qu'on posera vraiment le problème de la femme en tant que « politique » et non en tant qu'appoint.

2) **Des commissions « bidons »** : Les commissions « femmes », « lycéens », « jeunes travailleurs » ont été traitées en commission « annexe » et on sait ce que vaut ce qui est « annexe ». De plus elles ont permis de boucher le trou pendant le travail de la commission des résolutions. La commission « Secours Rouge » avait lieu, elle aussi, en même temps, ce qui a rendu vraiment mal à l'aise les femmes déléguées par leur fédération qui n'avaient pas été élues pour traiter spécifiquement les problèmes « femme » mais qui avaient à représenter leur fédé dans les différents travaux. J'ai partagé avec d'autres déléguées, ce malaise de ne pouvoir être valablement à cette commission « femme » où nous avions des choses à dire et être aussi à la commission SR ou à la commission des résolutions.

De plus la présentation du travail de cette commission a été vraiment hâtive et peu prise au sérieux. Le travail n'était que le partage d'un petit groupe et non réfléchi et assumé par l'ensemble du Congrès. Les propositions resteront, de ce fait, des vœux pieux.

QUELLES EN SERONT LES CONSEQUENCES ?

La lutte que mènent, actuellement les femmes pour faire reconnaître leur problème, leur désir de participation, risquent de se durcir et de prendre des allures « féministes », « lutte de sexe » car toute opposition, pire tout mépris ou dérobade entraînent toujours des déviations. La camarade qui a pris la parole au Congrès et qui a demandé « des comptes » après certains votes, en est l'illustration.

Or, si la domination de l'homme sur la femme est réelle, démontrable chaque jour, une lutte révolutionnaire ne peut cependant pas être menée dans ce seul axe, sous peine de démobiliser les femmes pour mener une lutte contre le capitalisme et

risque d'affaiblir les forces révolutionnaires.

Mais, qui en sera responsable ? Sinon ceux qui ont escamoté le problème, une fois de plus, ou ceux qui ont essayé de le mettre sur une voie de garage en refusant aux femmes leur véritable place dans ce Congrès.

QUE PROPOSER ?

Il faut tenir des assises nationales sur cette question. Ces assises devront être préparées par des assises régionales, genre AOP. Ces assises doivent être mixtes, prises en charge politiquement et regrouper une majorité de femmes, femmes au travail, femmes au foyer, paysannes.

Des questions de fond doivent y être posées : Y a-t-il une catégorie sociale : les femmes ? La famille, véhicule de l'idéologie bourgeoise, un mythe ou une réalité ? Le rôle de la famille, la place de la femme dans une société socialiste ? Comment orienter la lutte de la femme, actuellement au foyer, dans des perspectives révolutionnaires ? Comment articuler ces luttes avec les autres luttes ? Quelle forme d'organisation adopter : mouvement de masse ? Si oui, lequel et comment ? Place des militantes dans le Parti, dans les divers secteurs de lutte ? etc.

Ce n'est qu'après ce débat de fond qu'il sera possible d'articuler et de mettre en place une structure dans le Parti. Il ne faut pas permettre que, dès le départ, ce problème soit un problème marginal ou mal posé. Il faut, dès le début, permettre une liaison indispensable avec tous les secteurs de lutte : entreprise, cadre de vie, enseignement, luttes paysannes, etc. Il faut aussi permettre une unité dans les mots d'ordre et dans les objectifs.

DES FEMMES A LA D.P.N.

Si j'ai bien compté, nous sommes quatre femmes à la DPN. Pour moi, personnellement, mon élection à la DPN ne peut être envisagée uniquement au titre de « femme ». Elue dans ma fédé sur des critères politiques, je tiens à l'être aussi à la DPN. C'est à part entière, porteuse des luttes que je mène que j'y prendrai ma part : que ce soient les luttes contre les expulsions d'immigrés que je mène avec le SR, ou les luttes contre l'habitat défectueux dans les vieux quartiers avec l'APF ou encore le soutien à la lutte dans les entreprises avec ma section PSU aussi bien que toute l'expérience de notre groupe « femme » démarré depuis bientôt trois ans. Je pense qu'être à la DPN pour y apporter uniquement les problèmes « femmes » serait, une fois de plus, accepter de faire de ces problèmes, des problèmes à part. Je pense, cependant, qu'il y a peut-être une façon différente d'aborder les problèmes qui peut être l'apport original des femmes qui sont à la DPN.

Une part de notre travail sera peut-être de traduire, à travers les luttes quotidiennes, les aspirations des femmes à une véritable libération, d'obliger nos camarades à rechercher des solutions concrètes à cette libération et de traduire, ensemble, en objectif politique, cette lutte.

Il faudra, aussi veiller, à l'intérieur du Parti, qu'une information de ce qui se passe, permette une unification des thèmes de lutte. Il faudra aussi combattre contre ceux qui voudront noyer le problème.

CONCLUSION

Le Congrès n'a certes pas apporté de solution satisfaisante. Il a pourtant permis de découvrir les fausses pistes qui consistaient à créer un gadget supplémentaire, à isoler les femmes dans un secteur pas pris au sérieux.

Actuellement, la femme est un des moyens pour le capitalisme d'asseoir son idéologie (course au confort, promotion, culte de la personnalité féminine, valeur basée sur ce qu'on possède, etc.). Même celles qui prennent conscience de leur aliénation risquent de se faire intégrer ou récupérer. Des femmes du Parti, qui avaient cependant déjà réfléchi au problème ont cependant accepté :

- d'être déléguée supplémentaire donc superflue ;
- de participer à des commissions annexes.

Des camarades hommes du Parti ont proposé des déléguées supplémentaires, ont « casé » les commissions où cela gênait le moins ; les uns et les autres l'ont fait sûrement sans arrière-pensée, avec l'impression de faire quelque chose pour que ça avance. Mais est-ce une façon de poser les problèmes en révolutionnaires ? Cela nous montre à quel point il est difficile d'avoir des idées neuves, qui remettent tout en question.

La question reste donc posée dans toute sa simplicité, son acuité et son urgence. Le Parti est-il disposé, d'une part, à intervenir politiquement sur les questions de la condition féminine et d'autre part, à faire leur part, toute leur part aux militantes révolutionnaires dans la vie interne de l'organisation ?

Th. CARETTE

Secteur santé

Samedi 23 octobre,
20 h 30,
9, rue Borromée,

Assemblée générale des travailleurs Santé de la région parisienne.

Ordre du jour :

Analyse des expériences de luttes récentes.
Problèmes d'implantation.
Mise en place d'une coordination régionale.

Rapport de la Commission Femmes

Nous partons du texte des A.O.P. en précisant qu'il est imparfait et incomplet sur beaucoup de points, mais nous avons estimé que le peu de temps et l'urgence nous obligeaient à nous centrer sur les problèmes des mouvements de masses où nous nous insérons et de la structuration des militantes P.S.U.

Trois amendements principaux ont cependant été votés au texte des A.O.P. :

1) *La nature exacte de l'aliénation des femmes (exploitation ou oppression) n'est pas encore clairement définie. Le mot « exploitation » ne saurait être employé dans son sens strict, un travail important est à faire sur ce thème.*

2) *Sur le paragraphe 1, l'enfant ne représente pas en lui-même une aliénation. Ce sont les charges et les responsabilités qui en découlent dans la société actuelle pour les classes non privilégiées qui aliènent la mère.*

3) *Sur le paragraphe 5, nous versons en contribution au problème de la famille le texte présenté par la fédération du Nord et insistons pour que s'ouvre le débat sur ce problème fondamental.*

MOUVEMENTS DE MASSES :

Les femmes doivent prendre elles-mêmes en main les luttes qui leur sont spécifiques afin de les articuler avec d'autres luttes et de permettre la remise en cause du système capitaliste. Pour assurer la convergence de ces luttes, il est nécessaire d'impulser un mouvement de masse.

Les moyens de le susciter sont divers :

— *intervenir dans les structures existantes dans la mesure où elles regroupent des femmes qui mènent ensemble des luttes (A.P.F., certains groupes M.L.F., S.R...).*

— *susciter un mouvement de masse à partir des problèmes concrets tels que crèches, conditions de travail, conditions de logement...*

Ce travail sectoriel doit trouver un prolongement dans un mouvement global contrôlé par les femmes, de même nature que « paysans en luttes » à titre d'exemple.

Ce n'est qu'à partir de notre pratique qu'il

sera possible de déterminer le type d'organisation, de propagande, de campagne, que ce mouvement mettra en avant.

Les militants politiques interviennent dans le mouvement de masse pour le politiser et œuvrer dans le sens de la convergence de ces luttes avec les luttes ouvrières, paysannes, jeunes travailleurs, etc., dans la perspective du mouvement politique de masse.

STRUCTURES :

Les trois points actuellement indispensables pour une structuration encore très souple des militantes P.S.U. sont :

1) *Les groupes de base, d'intervention sur les problèmes des femmes ont la même autonomie politique que les autres groupes sur leur point d'insertion sociale, et ne sont contrôlés qu'a posteriori au niveau de la section qui assure la convergence. Ces groupes sont constitués par des femmes et des hommes qui ont une pratique militante sur ces points. L'initiative appartient aux femmes. Il n'y a pas d'obligation pour les femmes P.S.U. de participer à ces groupes.*

2) *Nécessité de coordinations permanentes :*

— *Régionales.*
— *Nationale : une C.N.F. (Commission Nationale Femmes) provisoire est proposée par la commission et élue par le congrès. Elle sera remplacée par des militants issus des luttes lors d'une réunion d'une assemblée nationale femmes faisant le bilan d'assemblées régionales « Femmes » avant juin 1972.*

Les mandats de cette C.N.F. provisoire sont :

— *de coordonner et faire connaître dans le parti les différentes expériences de luttes ;*

— *et de contribuer à instaurer un débat dans le parti sur les problèmes de la femme, la famille et l'éducation.*

Ce texte a été présenté au congrès, mais pour les raisons que Thérèse Carette évoque plus haut, il n'a pas été soumis à un vote.

Après leur élection à la D.P.N.

2 camarades ouvriers du Nord s'expriment

1) Le sens de notre participation à la D.P.N.

C'est à partir de notre engagement dans le mouvement ouvrier que nous avons, un jour, pris conscience de la nécessaire dimension politique de notre action ouvrière (voir à ce sujet, les interviews dans le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par M. Rocard).

C'est aussi, à partir des luttes que nous avons menées, avec d'autres camarades, dans le Secours Rouge, à la C.F.D.T., à l'A.O.P. ou au P.S.U., que le parti nous a sollicités pour animer une partie des deux A.O.P. du Nord et du Pas-de-Calais.

Au cours de la première A.O.P., nous avons été délégués tous les deux comme rapporteurs et observateurs à la D.P.N. ; c'est au cours de l'A.O.P. du 25 avril qu'Alain a été désigné comme candidat à la D.P.N. et Thérèse a été sollicitée par la fédération.

Le Congrès national de Lille nous a élus comme membre de cette D.P.N.

2) Pourquoi ce bref historique :

1) A cause du Congrès national et, par voie de conséquence, des réactions qu'il a provoquées chez des militants ouvriers, militants politiques récents et qui attendent des explications.

2) Puisqu'au P.S.U., tout le monde parle des secteurs de lutte (entreprises, cadre de vie, etc.), nous pensons important que 2 militants ouvriers, présents dans ces luttes disent comment ils envisagent leur activité à ce sujet, au sein de la D.P.N.

3) Quelles sont les difficultés rencontrées ?

Nous avons, tous les deux, été présents en permanence au Congrès national ; l'un comme membre de droit désigné par les A.O.P., l'autre comme déléguée par la fédération, et nous tenons à dire que ce Congrès fut difficile à vivre, tant en séances plénières qu'en commissions. Pourquoi ?

A cause des passes d'armes entre quelques spécialistes quant à la procédure des travaux.

A cause d'interventions souvent très longues et très théoriques de camarades ayant certainement une formation politique sérieuse mais dont le souci principal n'était certes pas de faire participer le plus grand nombre possible de délégués et, en premier lieu, ceux qui étaient dans les luttes.

A cause du jargon épouvantable, tout un certain nombre de mots, manipulés par des intellectuels, rendant le débat incompréhensible pour des militants jeunes en politique et qui se demandaient souvent où on voulait les embarquer.

A cause du comportement de certains camarades, se situant sans cesse « en donneur de leçon », sans jamais avoir le souci ni la patience d'écouter « avec attention » ceux qui en savent moins ou qui s'expriment davantage « en termes de vécu » plutôt qu'en termes théoriques.

Il serait possible d'allonger la liste de ce premier point mais cela n'est pas nécessaire, si, collectivement, nous prenons l'engagement de vouloir modifier ces barrières qui nous séparent : des membres du parti et des invités qui ont voulu suivre les travaux du Congrès ont ressenti entre eux et le parti, une coupure qui n'était pas faite par les barrières qui les séparaient des congressistes mais bien par ce que nous avons décrit plus haut. Et,

quand nous parlions avec eux, entre les séances, nous avons vraiment reconnu l'inadaptation pédagogique au niveau du langage de notre parti, si celui-ci se veut vraiment ouvrier.

Alors, sans vouloir être prétentieux, nous sommes cependant amenés à dire non à certain langage et comportement pseudo-révolutionnaires et, en montant à la D.P.N., nous entendons vouloir rester dans le vrai des réalités des luttes que nous mènerons et pouvoir les exprimer, au nom de nos camarades, avec des mots qu'ils comprennent.

4) C'est là le sens de notre acceptation de participer à la D.P.N.

Et nous sommes obligés de faire la remarque suivante :

Aux camarades, composant la D.P.N., nous nous permettons de dire, que nous ne croyons pas que celle-ci corresponde à la base du parti.

Il y a eu, au cours de ce 7^e Congrès, des choix extrêmement difficiles à faire, surtout pour ceux qui ne connaissent pas encore toutes les finesses politiques. Les 6 textes d'orientation, qui venaient, paraît-il, pour nous éclairer, n'ont pu être valablement discutés par la base. Nous avons donc assisté à des votes contradictoires et les leaders politiques ont fortement influencé les décisions.

C'est pourquoi, sans remettre en cause les tendances puisque, nous aussi, nous avons fait notre choix, nous ne pensons pas que celles-ci reflètent toujours les luttes menées et soient représentatives de la base du parti et ce qui nous semble très important ce sont les conséquences qui vont en découler :

— Comment seront organisés les secteurs de lutte ?

— Comment la composition de la D.P.N. va-t-elle permettre un véritable travail politique avec et vers les masses ouvrières et paysannes, à partir de leur lutte ?

5) Ceci nous amène à dégager des priorités à notre travail politique :

1) Faire monter dans le parti, la situation d'exploitation de la classe ouvrière : entreprise, quartier, immigrés, femmes, jeunes, etc.

2) Faire connaître toutes les luttes où le P.S.U. a été engagé et amener celui-ci à modifier quelque peu sa manière de s'exprimer, dans les analyses.

3) Prendre les moyens pour donner aux militants révolutionnaires, la capacité de traduire aux masses avec lesquelles ils luttent, une dimension politique sérieuse : formation décentralisée, presse adaptée au niveau du milieu auquel on s'adresse, etc.

4) Par une pédagogie du langage, par une pratique de tenue de réunions : horaire, lieux, conditions de travail, faire en sorte que, progressivement, les militants ouvriers prennent en mains les tâches responsables qui leur reviennent.

5) Vouloir que tout travail socialiste soit en recherche de perfection, par une activité au sein des masses, qui tienne compte des situations révolutionnaires, des luttes à mener avec les autres organisations de masse ou de classe, sans jamais sous-estimer les capacités de récupération et de répression des tenants du pouvoir.

Cette mise au point n'a nullement la prétention d'être la panacée révolutionnaire. Elle ne veut pas non plus faire d'ou-

vriérisme. Elle veut dire publiquement, le travail politique et socialiste que nous entendons continuer à mener, à partir des besoins et des aspirations des exploités à se libérer. Elle est une réponse à nos camarades ouvriers qui s'interrogent, réponse qui nous engage, devant ces camarades qui nous ont élus, à traduire, le mieux possible, ce que nous vivons avec eux, ainsi que la motivation et la finalité de notre combat qui, pour la classe ouvrière, est vital.

Alain Desjardin et Thérèse Carette.

Petite annonce

Six militant(e)s P.S.U. cherchent grand appartement Paris, environ six pièces, pour location. Ecrire à « Tribune socialiste » qui transmettra.

Dans les fédérations

Un nombre croissant de fédérations éditent désormais un bulletin intérieur destiné aux militants. C'est le cas notamment :

— de l'Aveyron : Formation : l'Etat et la lutte des classes ; Rapports sur le congrès de Lille, l'organisation des sections, les initiatives de la Fédération ; Comptes rendus : journée sur le syndicalisme, commission exécutive fédérale ;

— de l'Isère : Examen de la situation politique, des rapports P.C.F.-P.S. et P.S.U. — organisations révolutionnaires ; Problèmes de formation, rapport sur la commission « entreprises », projet de stage sur le « cadre de vie » ;

— du Nord - en septembre : Compte rendu de l'A.O.P. du 25 avril - en octobre : Textes du Congrès fédéral, tracts sur l'école, tracts sur la présentation du problème monétaire aux travailleurs ;

— du Haut-Rhin : Projet de journal fédéral ; Tracts : 11.000 tracts sur la répression dans la Caisse d'Allocations familiales distribués dans le département ; 2.000 tracts sur les transports en commun, distribués dans un quartier populaire de Mulhouse ; 3.000 tracts sur Peugeot et la prétendue « formation professionnelle », distribués à la porte de l'usine ; L'action lors des municipales à Lutterbach ; Présentation de l'A.C.E.P. (Action Collective d'Education Permanente) dans le bassin potassique du Haut-Rhin ;

— du Rhône : Textes du congrès fédéral ; Problèmes internationaux, problèmes monétaires ; Au début de son éditorial, Claude Colin écrit :

Après un 7^e Congrès difficile dont le débat fut sans concession, le P.S.U. se trouve aujourd'hui face à ses responsabilités qui ne sont pas minces, puisqu'elles sont en fait celles du courant révolutionnaire de ce pays.

Si le 7^e Congrès fut mal posé et jonché de malentendus, il n'en est pas moins le reflet plus ou moins déformé du Parti. L'image d'un « intellectuel collectif » ayant beaucoup évolué en deux ans, tant dans sa base sociale que dans l'affermissement d'une ligne politique révolutionnaire. Ces remous semblent donc être plus le fait d'un débat ardent que d'une crise paralysante.

Camarades ! Il nous faut donc aujourd'hui affronter la rentrée, l'action que nous mènerons tous les jours sera la plus sûre consolidation du parti et des forces révolutionnaires.

La Fédération du Rhône organise un cycle de formation tous les mercredis soirs, à son local.

Tribune libre

Repousser l'opportunisme

J.-P. Kertudo

échoué. Mais il n'y a pas eu non plus de véritable mouvement de solidarité agissante. Certes, le courageux travail fait dès le début de la grève par les comités d'usagers - et souvent à contre-courant - a été utile. Mais les forces qu'ils mettaient en mouvement étaient notoirement insuffisantes par rapport aux millions de Parisiens qu'il fallait toucher. Là aussi, le manque d'initiative de l'ensemble des organisations ouvrières a été durement ressenti. Fallait-il, par exemple, prendre le risque, si la grève durait, de laisser l'auto-stop s'organiser sous l'égide du « Figaro » et de Jean Ferniot, contre les grévistes ? Fallait-il au contraire, prendre nous-mêmes en charge ce problème, l'organiser en solidarité avec les grévistes, en faire le tremplin d'une gigantesque campagne d'explication ?

Vendredi, gare du Nord

Il reste également que, d'une manière inattendue, cette grève a remis à l'ordre du jour le problème des transports.

Il faut maintenant tout faire pour que son échec ne serve ni à casser la combativité ouvrière, ni à creuser un profond fossé entre usagers et travailleurs de la R.A.T.P. Ce n'est pas le débat parlementaire programmé pour le vendredi 22 qui peut répondre à cet objectif !

On n'a pas été sans remarquer le profond silence de François Mitterrand - et du P.S. - sur la grève des conducteurs de métro (3). Tout au plus déclarait-il à la veille de la reprise : « si une réglementation du droit de grève doit intervenir, elle ne peut être que le fait des organisations syndicales, et c'est pourquoi nous souhaitons des syndicats très puissants. »

Gageons qu'il aura retrouvé toute sa voix pour poser vendredi quelques questions courtoises à M. Chaban-Delmas qui répondra de même...

Pour nous, il est clair que les débats parlementaires ne règlent rien, que M. Mitterrand n'est pas plus le représentant des usagers que celui des travailleurs, que seule l'action de masse paie. C'est pourquoi nous avons appelé, avec Lutte Ouvrière et l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, à soutenir la manifestation qu'organise la fédération des Comités d'usagers à 18 h 30, Gare du Nord, le jour-même du débat parlementaire. Décidément, non, nous n'attendons pas les élections de 1973...

Après dix jours d'une grève qui a paralysé les transports parisiens, les conducteurs de métro ont repris le travail sans avoir obtenu satisfaction. Bien que les syndicats parlent comme à l'habitude de « poursuivre l'action sous d'autres formes », personne ne s'y trompe, cette grève est un échec complet. Echec largement probable dès le départ. Ceux qui ont soutenu le mouvement ne se faisaient pas énormément d'illusions. Croire, en effet, que 2.300 conducteurs de métro puissent faire fléchir une direction et un gouvernement, qui en cédant auraient encouragé des revendications en chaîne dans toutes les entreprises et la fonction publique, relevait d'une méconnaissance profonde de la conjoncture et des rapports de forces réels.

Action mal engagée. Action contestable aussi sur le fond : la grève a été conduite par un syndicat « autonome », largement majoritaire, qui s'est toujours signalé depuis sa création par son corporatisme étroit, son « apolitisme ». Il s'agissait de surcroît pour ce syndicat et ses adhérents de défendre leur position dans la grille hiérarchique de la R.A.T.P., c'est-à-dire, au détriment des autres catégories de travailleurs de l'entreprise.

Pourtant, en dépit de tout cela, les confédérations syndicales, les partis de gauche et les organisations dites révolutionnaires l'ont soutenu. Les confédérations, comme le dit J. Ferlus dans le dernier numéro de « T.S. », se sont engagées dans l'aventure pour ne pas perdre le contact avec les conducteurs à quelques semaines des élections professionnelles et elles auraient cru, dit-on, que la grève limitée au départ à une catégorie restreinte pourrait servir de détonateur pour l'ensemble de la R.A.T.P.

Sans doute est-il parfois nécessaire qu'une direction suive ses militants et ses adhérents dans une direction erronée. De ce genre d'attitude nous avons dans l'histoire du mouvement ouvrier des exemples célèbres (qu'on songe à Marx et la Commune, à R. Luxemburg et K. Liebknecht avec la révolution spartakiste), mais à condition que la défaite soit porteuse de quelque chose. A

la R.A.T.P., l'action s'engageait dans une impasse complète : support des forces plus qu'inégal, thème des revendications ultra-conservateur et peu modifiable dans l'action même. Les confédérations croient-elles aujourd'hui, après avoir soutenu le mouvement si longtemps, que le « contact » avec les travailleurs et que leurs positions vis-à-vis du syndicat autonome se soient vraiment renforcés ?

En refusant de s'associer à l'ordre de grève, en s'expliquant sur les raisons de leur abstention, elles auraient peut-être souffert de leur attitude dans l'immédiat mais la justesse de leur position serait, à un terme sans doute plus rapproché qu'on ne peut le penser, apparue aux conducteurs, aux autres travailleurs et aux usagers. Quant à l'argument du détonateur, avancé pour défendre l'action des confédérations, il apparaît pour le moins spécieux.

D'une part les conducteurs eux-mêmes ne voulaient pas de l'extension de la grève, d'autre part les syndicats savaient dès le départ qu'une importante fraction de travailleurs n'étaient pas prêts à cesser le travail.

Si les confédérations ont suivi leurs troupes, les organisations politiques classiques ont suivi les syndicats. Le P.C., pour sa part, s'est borné, en vertu d'une division du travail éprouvée, à soutenir le mouvement dans lequel la C.G.T. s'était engagée. Comme à l'habitude, lorsqu'il s'agit des luttes sociales, nous n'avons pas beaucoup entendu le P.S. Quant aux organisations dites révolutionnaires, si critiques d'habitude à l'égard des partis de gauche, elles ont suivi la même démarche qu'eux. L.O. a soutenu le mouvement dès le départ. La Ligue Communiste s'est en fait particularisée : elle a condamné, avec véhémence, l'attitude de la C.G.T. encourageant à la reprise du travail ; comme quoi il est possible de faire feu de tout bois pour démontrer que la classe ouvrière est constamment trahie par les bureaucrates staliniens.

Notre parti, quant à lui, a témoigné d'un embarras visible, pris entre le refus de se dissocier des travailleurs et la difficulté de soutenir hon-

nêtement une action aussi douteuse. (Exception faite de la Fédération de Paris qui a soutenu le mouvement dès le départ.)

Passons sur la position des partis classiques. Elle n'a rien d'étonnant en la circonstance, venant d'institutions qui ont une solide pratique de paternalisme et de démagogie à l'égard des masses. Ces institutions continuent à gérer l'ensemble des mécontentements, aussi disparates et contradictoires soient-ils, rien de plus, rien de moins. Le tri se fera après la victoire électorale.

Mais l'attitude des organisations qui se disent révolutionnaires, a de quoi surprendre. Comment peut être justifié leur soutien pur et simple (à quelques nuances près) au mouvement des conducteurs de métro ?

Le rôle des révolutionnaires et leur justification est bien l'instauration d'une société socialiste ! Il est, notamment, sauf erreur de notre part, d'amener et de mobiliser les masses sur des objectifs socialistes !

Comment les revendications des conducteurs allaient-elles ou pouvaient-elles aller en quoi que ce soit dans le sens de leur combat ? Le mouvement avait les plus faibles chances, tant en raison de la volonté des conducteurs eux-mêmes que de celle des autres catégories, de déboucher sur une grève de l'ensemble des salariés de la Régie. Il n'était porteur, ni de près, ni de loin, de revendications, de mots d'ordre, de thèmes ayant un sens pour la société socialiste future. Pourquoi s'y associer ? Par peur d'apparaître comme des briseurs de grève ? Mais disons alors clairement que toute revendication de travailleurs, quel que soit son moment et son contenu, doit être soutenue, cela s'appelle de l'opportunisme et non de l'action révolutionnaire. Parce que la grève mettait en cause la politique gouvernementale, c'est-à-dire l'Etat bourgeois ? Mais on vient de donner au pouvoir une belle victoire, de renforcer les partisans de lois anti-grèves, de donner à la droite le beau rôle de défenseur des usagers.

Peut-être n'y avait-il dans cette affaire, pour les révolu-

tionnaires, qu'un rôle ingrat à jouer. Il fallait cependant l'accepter.

Expliquer aux travailleurs que le capitalisme les organise les uns contre les autres. Mettre en cause cette société pyramidale et hiérarchisée à l'extrême, y opposer les objectifs égalitaires d'une société socialiste. Dire que ce n'est pas en s'inscrivant dans cette hiérarchie mais en luttant contre elle que l'on doit chercher la solution. Répandre l'idée qu'avec le socialisme le progrès technique ne jouera pas contre les travailleurs. Attaquer l'Etat, organisateur final de la pagaille sociale et de la pagaille des transports. Avancer les éléments d'une solution radicale du problème des transports urbains : interdiction des voitures particulières, limitation stricte du trafic des camions, développement considérable des transports collectifs : bus, métro, taxis collectifs, etc. Telle aurait pu être l'attitude des forces qui se veulent révolutionnaires. Peu payante, il est vrai, dans l'immédiat, car allant à contre-courant d'une attitude générale.

Mais c'est pourtant en popularisant, à l'occasion de chaque lutte, les thèmes socialistes, en les opposant sans cesse aux normes et aux valeurs du capitalisme, en prenant des dispositions nettes et claires sans préjugés et sans tabous (la peur d'aller contre une grève) que pénétrera peu à peu dans les masses, les contradictions du capitalisme aidant, l'idée d'une alternative concrète et cohérente au système actuel.

Si, au contraire, on s'efforce de capitaliser tous les mécontentements, d'engranger tous les conflits pêle-mêle, de prendre en charge tout ce qui est contre le patron et l'Etat, on prépare soit la pérennité du capitalisme, soit une société de type bureaucratique et paternaliste reposant sur la manipulation des masses et la démagogie. Dans la période actuelle, alors que se poursuivent les grandes manœuvres du néo-front populaire, il est plus que jamais essentiel que l'extrême gauche se distingue, dans sa pratique concrète, des organisations dont elle conteste la capacité de faire le socialisme.

(1) En l'occurrence le fait que le remaniement de la grille amenait les conducteurs à être payés moins que le salaire minimum de la maîtrise au choix.

(2) Voir « L'Usager » numéro 6, bulletin de la fédération des Comités d'Usagers.

(3) Le cartel P.C.F.-P.S.-C.G.T.-C.F.D.T. n'a pas non plus jugé utile de s'adresser aux usagers.

PERSEPOLIS



« Persépolis, merveilleux vestige des premiers instants de la Perse, partie intégrante du patrimoine culturel universel, était tout indiqué pour servir de cadre à la commémoration de la fondation de l'Empire perse par Cyrus le Grand. Face à ses ruines chargées d'histoire et de gloire, l'Iran, résolument tourné vers l'avenir, devait être présent pour rappeler au monde ses énormes possibilités touristiques. Ce fut l'idée de départ de la création du « Camp du Drap d'Or » où Leurs Majestés Impériales accueilleront les hôtes les plus illustres. »

(Revue « Atlas ».)

Pour commémorer cet événement, l'antiquaire-décorateur Jansen a proposé au Shah la création d'un camp géant, au pied des ruines de Persépolis.

Les tentes de ce « cirque » de luxe couvrent 60 hectares. Et pour l'équipement de ces luxueuses habitations, une trentaine de grandes sociétés françaises n'ont pas hésité à ajouter un poste à leurs budgets de publicité : « Participation aux Fêtes de Persépolis » par exemple !

Donc, tout d'un coup, le lecteur d'un journal, l'auditeur de radio, le téléspectateur découvraient soudain 2.500 ans d'histoire, d'archéologie et d'art ! Et en même temps, que les Frères Willot avaient fourni les tentes, que « les grands de ce monde avaient adopté Treca » pour leur repos nocturne et que la « Rose Persépolis » de chez Georges Truffaut avait embaumé leurs nuit persanes ! Et encore, que Corep France avait conçu

trouvaient associés aux splendeurs de Persépolis, à 2.500 ans d'histoire ! Des références royales ne manqueront pas d'être citées dans les futures publicités.

La « Maison-France » fait aussi sa publicité !

Le défilé (2 heures pour 2.500 ans d'histoire), le spectacle « son et lumière » ont été réglés par des réalisateurs de l'O.R.T.F. Robert Hossein prêtait sa voix, Ruggieri illuminait le ciel... Vraiment, comme le déclarait notre « Shah-Ban » : « A Persépolis, j'ai une raison supplémentaire d'être fier de la France ! »

Complexe touristique pour touristes non complexés... ou à décomplexer !

L'avenir de ce « Camp du Drap d'Or » est assuré, puisqu'un « important organisme français de loisirs a été présenté pour créer l'infrastructure hôtelière indispensable à l'utilisation par le grand tourisme de cet important complexe » (Atlas).

Ainsi, l'an prochain à Persépolis...

Touristes, vous coucherez peut-être dans la tente du Shah et de l'Impératrice, de Chaban ou de Podgorny... Qu'importe alors les richesses archéologiques, la beauté des paysages, le peuple iranien et sa misère... on couchera dans les lits de rois, de princesses, de chefs d'Etat. En attendant

les vacances, le « Camp du Drap d'Or » nous dit-on, va à nouveau être utilisé pour cette œuvre de charité ultra-mondaine qu'est le Bal des Petits Lits Blancs ! Il faut bien amortir ces somptueuses installations qui ont coûté deux milliards et demi de francs, soit la production iranienne de pétrole pendant deux mois. Sa Majesté Impériale a les pieds sur terre, elle sait faire ses comptes et sa publicité !

Depuis plusieurs semaines, tous les yeux étaient fixés sur ce fabuleux Camp du Drap d'Or isolé, protégé du reste du pays dans un rayon de 60 km (barbelés, armée, police). Le peuple, lui, n'a pas profité du développement de l'industrie et des ressources pétrolières, ses révoltes, encore sporadi-

ques, sont durement réprimées par le régime en place.

L'O.R.T.F. lance actuellement un concours de dessins auprès des jeunes de 10 à 14 ans. Des compositions sur la vie quotidienne aux temps des achémides pourront leur rapporter un voyage à Persépolis. Si des instituteurs ont l'intention de faire participer leurs élèves à ce concours (l'O.R.T.F. fait appel à eux), nous pensons qu'ils en profiteront, non pour parler du spectacle en technicolor qui vient d'avoir lieu, mais plutôt des problèmes plus réels de ce pays encore sous-développé, à la mesure bien sûr, de leur auditoire. Mais de 10 à 14 ans, on est curieux des événements du monde moderne !



T. S. est en danger

La semaine dernière nous vous avons informés de la menace qui pèse sur notre journal.

Un équilibre financier précaire, assuré pour l'essentiel par les cotisations et les ventes militantes, trouve aujourd'hui sa limite.

La semaine prochaine T. S. ne sortira pas, les retards importants dans les rentrées de cotisations et dans le versement des sommes recueillies au titre de la vente militante nous acculent à cette décision.

Pour assurer une parution les semaines suivantes, il faut faire très vite sinon « T.S. » disparaîtra.

« T.S. » ne peut plus maintenant survivre que par un effort massif et rapide de tous les militants et de tous ses lecteurs amis.

L'équipe de rédaction et le B.N. du P.S.U. leur lancent un appel pressant pour réunir les 200.000 F nécessaires à la poursuite de la parution de « T.S. ».

Adressez vos souscriptions par :

- chèque bancaire : à « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris-15^e.
- virement postal à « Tribune Socialiste », C.C.P. 58.26.65.

GILLES MARTINET

LES CINQ COMMUNISMES

Les deux visages de la Chine

Les constructions idéologiques qui se sont greffées sur le marxisme (Marx avait placé lui-même les premiers greffons) n'ont commencé à revêtir un caractère religieux qu'après la mort de Lénine. Il n'y a pas encore de dieu lorsqu'on peut dire à celui qui le deviendra qu'il se trompe et lorsqu'on oppose publiquement d'autres idées aux siennes. Il n'y a pas encore de culte lorsque celui qui a un avis différent du grand prêtre n'est pas obligé de confesser ses fautes sous peine d'être exclu de la communauté et considéré non seulement comme un hérétique mais comme un instrument du diable (qui s'appelle ici la bourgeoisie). Il fallait sans doute un pays aussi médiéval dans ses profondeurs que l'était la sainte Russie des tsars pour que la religion lénino-stalinienne prit une forme aussi agressive et aussi tragique. Mais nous aurions tort de croire que les nations plus « avancées » sont à l'abri d'un tel phénomène. Les sédiments qu'ont déposés trois ou quatre siècles de rationalisme ne forment encore que des couches relativement minces. Il suffit d'un séisme pour que le vieux granit millénaire les transperce et réapparaisse à la surface.

En Chine, le parti communiste a d'abord célébré sans fanatisme le culte lénino-stalinien. C'était un culte étranger, bien que Mao l'ait déjà fortement « sinisé ». Le peuple chinois l'acceptait parce que ses effets pratiques lui paraissaient bénéfiques mais il laissait aux prêtres — c'est-à-dire aux cadres du parti — le soin d'expliquer les textes sacrés. La transformation de ce culte en un culte populaire maoïste (englobant celui de Marx-Lénine-Staline comme la religion de Mahomet avait « intégré » Abraham et le Christ) s'est opérée relativement tard. Elle est contemporaine de la rupture sino-soviétique et elle ne s'est pleinement accomplie qu'avec la révolution culturelle (qui est, à bien des égards, une révolution « culturelle »). Mais elle s'est alors opérée avec une rapidité foudroyante.

Parler de « l'extrême politisation » et du « haut niveau idéologique » des masses chinoises n'a de sens que dans la mesure où l'on garde tou-

jours présent à l'esprit la forme religieuse que revêtent cette politisation et cette activité idéologique.

Une fantastique fuite en avant

Il faut se méfier des démonstrations a posteriori où l'on parvient toujours à prouver que les événements ne pouvaient avoir un autre cours que celui qu'ils ont connu. Je crois cependant qu'en ce qui concerne la Chine le phénomène religieux était à peu près inévitable.

Il aurait pu assurément se limiter, comme aujourd'hui en U.R.S.S. aux mornes cérémonies que célèbrent les apparatchiki et au pesant enseignement « théorique » qu'ils dispensent. Mais du coup la révolution chinoise s'alignait sur le système soviétique et perdait son originalité et son dynamisme.

Mao a voulu échapper à cet enlèvement. Il s'est lancé dans une fantastique fuite en avant comme jadis Staline avait pris tous les risques de l'industrialisation forcée et de la collectivisation agricole. Le génie de Mao ressemble d'ailleurs à celui de Staline (avec une dimension supérieure). Il faut la naïveté et le masochisme de certains intellectuels progressistes pour voir en eux des philosophes. Staline et Mao sont aux antipodes de Marx. Ce sont des **génies napoléoniens**, infiniment plus doués pour la guerre et la politique que pour la théorie. Sans doute ont-ils, comme Napoléon, aspiré aux lauriers des savants. Mais l'esprit de doute et le respect de la critique n'ont jamais été le fort de ces grands stratèges. Ce n'est pas un hasard si aucun théoricien de quelque envergure ne s'est manifesté sous leurs règnes. Lénine était entouré des hommes les plus brillants de son époque. Eux n'ont toléré que des administrateurs et des généraux — souvent remarquables — des laudateurs et des inquisiteurs — toujours abominables.

Il suffit de comparer les débats que menaient les Lénine, les Trotsky, les Boukhanine, les Kamenev, les Preobrajensky, aux polémiques qui ont marqué la révolution culturelle, pour mesurer la distance fabuleuse qui sépare

L'ouvrage de Gilles Martinet, « Les Cinq Communismes » (1) dont nous extrayons quelques bonnes feuilles sur la Chine Populaire, ne manquera pas de soulever un certain nombre de polémiques. Il nous appartient à « Tribune » d'entretenir constamment la discussion. L'article d'Henry Rosengart, la semaine dernière, nous a valu un courrier abondant. Nous savons que le livre de Gilles Mastruet — parce que riche — nous vaudra également un certain nombre de réactions. Nous les souhaitons.

« T.S. »

ces deux mondes. D'un côté l'opposition des thèses, le heurt des arguments, de l'autre la dénonciation caricaturale d'adversaires bâillonnés, le procès d'hommes réduits au silence ou contraints... à l'autocritique. Des vétérans de la guerre civile sont accusés d'avoir combattu pour la restauration du capitalisme, on les rend responsables de toutes les décisions nocives même lorsqu'il se révèle qu'elles ont été prises en commun. Le seul fait d'avoir laissé projeter quinze ans auparavant, un mauvais film historique est considéré comme un crime majeur.

Il est vrai que les libres débats des bolcheviks n'ont duré que quelques années et qu'ils n'étaient suivis que par une faible minorité de la population alors que des dizaines de millions de Chinois ont participé aux bouleversements de la révolution culturelle. **C'est là tout le problème.** Il ne se réduit pas aux rapports entre les intellectuels et le peuple, entre les dirigeants et les masses. Certes les mêmes questions ne peuvent être exposées de la même manière à des collectivités qui possèdent des niveaux différents de connaissances. Mais la communication demeure toujours possible tant que les intérêts se rejoignent, et que le discours débouche sur des perspectives accessibles ou acceptables. Il en va tout autrement lorsque l'exposé des faits heurte les sentiments et détruit les espoirs.

Quand les bolcheviks appelaient les masses russes à prendre conscience de l'exploitation dont elles étaient victimes, ils étaient parfaitement entendus. Mais lorsque les plus lucides d'entre eux commencèrent à expliquer que l'accumulation primitive allait se traduire par une lourde ponction sur la production agricole et mirent en doute la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, ils firent le vide autour d'eux.

Esprit d'initiative et d'ingéniosité

Les masses chinoises étaient probablement, au moment de la victoire et de la révolution, moins « arriérées » que les masses russes des années 1920. Elles ont, en tout cas, fait preu-

ve d'un esprit d'initiative, d'une ingéniosité, d'un sens des responsabilités peu communs. Ce qui explique que les bouleversements de la révolution culturelle aient seulement ralenti la production. Et cependant elles n'étaient pas et elles ne sont toujours pas prêtes à accepter l'idée désespérante qu'un ou deux siècles devront s'écouler avant que soient réunies les conditions nécessaires à la réalisation des grands projets qu'on leur propose.

« Parmi les caractéristiques de la Chine, a écrit Mao en 1958, ce qui frappe c'est la pauvreté et le dénuement. Choses mauvaises en apparence, bonnes en réalité. La pauvreté pousse au changement, à l'action, à la révolution. Sur une feuille blanche tout est possible ; on peut y écrire et dessiner ce qu'il y a de plus nouveau et de plus beau. » Rien n'a jamais été dit qui soit plus contraire à l'esprit du marxisme, mouvement de pensée enfanté par les progrès scientifiques du XIX^e siècle et la première révolution industrielle.

Ce que Mao veut inscrire sur la fameuse « page blanche » c'est le communisme, c'est-à-dire l'effacement des différences entre la ville et la campagne, la disparition de la distinction entre les tâches de direction et d'exécution, entre le travail manuel et le travail intellectuel, la gestion des biens collectifs par les producteurs immédiats, une répartition du produit social qui tienne davantage compte des besoins que du travail fourni, enfin le dépérissement puis la disparition de l'appareil d'Etat. Tout en admettant que ces objectifs ne seront pas atteints d'un seul coup et qu'il y faudra une succession d'offensives du type de la « révolution culturelle », il affirme la nécessité d'entreprendre dans une situation de pénurie et de grande faiblesse technique la construction d'une société que Marx et Engels ne concevaient que dans une situation d'abondance et de haut niveau culturel. Il ressuscite en les amplifiant les rêves éphémères du « communisme de guerre ». Il lance les masses « à l'assaut du ciel ».

(1) Aux Ed. du Seuil. En vente à la librairie « T.S. », 20 F.

C'est pourquoi bon nombre d'observateurs étrangers prédisent l'échec de la révolution maoïste. Elle ne survivra pas, disent-ils, à la mort de son guide. Ce qui s'est passé en Union soviétique devrait inciter ces observateurs à plus de prudence. Toute la social-démocratie européenne était persuadée que les conditions de la réalisation du socialisme n'étaient pas réunies en Russie et que l'expérience bolchevique allait donc tôt ou tard prendre fin. Ils avaient en partie raison sur le premier point et totalement tort sur le second. Ce qui a été construit en U.R.S.S. n'est pas la société socialiste telle que la voyait Marx. Mais ce n'est pas non plus le capitalisme, tel que nous l'avons connu. Le volontarisme léniniste, puis le volontarisme stalinien ont abouti à la création d'un nouveau système. Il en sera vraisemblablement de même en Chine. Ce ne sera certainement pas le communisme. Ce ne sera pas non plus le système soviétique et encore moins un capitalisme à l'indienne ou à la japonaise. Quels seront alors ses traits essentiels ? Nous pouvons déjà en percevoir quelques-uns à travers la **normalisation** qui a suivi la révolution culturelle.

Trois éléments clefs

Les trois éléments-clés de cette normalisation sont le rétablissement de l'administration, le rôle accru de l'armée et le nouvel essor des campagnes.

Le IX^e congrès du parti communiste chinois s'est tenu en avril 1969 à Pékin, soit treize ans après le VIII^e congrès (1956). Jusqu'au dernier moment, le mode de désignation des délégués a été gardé secret. Au début de l'année 1971, tous les documents relatifs à cette assemblée historique (et notamment l'intervention de Mao Tsé-toung) n'avaient pas encore été rendus publics. C'est que la réorganisation de l'appareil communiste au lendemain des orages de la révolution culturelle n'a pas dû être une mince affaire. En dehors du nouveau chef d'état-major général de l'armée Wang Tang-hsing, Mao n'a fait « monter » au bureau politique que des membres de son entourage immédiat dont sa femme, le chef de ses gardes et l'épouse de Lin Piao. En revanche le comité central épuré est rempli de cadres récemment promus : officiers et commissaires politiques (les plus nombreux : 45 % des membres du comité central appartiennent à l'armée) fonctionnaires de l'appareil considérés comme fidèles et animateurs d'organisations révolutionnaires ayant choisi de faire carrière dans le parti.

Celui-ci n'est sans doute plus seul sur le devant de la scène. Les pouvoirs qu'exerçaient ses comités à tous les échelons (province, district, commune, ville, entreprise) ont été transférés aux comités révolutionnaires au sein desquels ses représentants sont associés à ceux des mouvements de masses et à ceux de l'armée. Cependant, avant même que sa base ait pu être reconstituée, la prééminence politique de ses cadres a été partout réaffirmée. Les organisations révolutionnaires, qu'il s'agisse des associations de paysans pauvres ou des gardes rouges, doivent se soumettre à leur direction. Il n'y a en fait de problème que pour l'armée qui elle aussi est théoriquement placée sous le contrôle du parti mais qui constitue en même temps une puissance au sein de son appareil.

« Le noyau dirigeant de notre cause c'est le parti communiste chinois. » C'est par cette citation que commence le « petit livre rouge ». Elle avait

cessé d'être vraie dans les premiers temps de la révolution culturelle. Elle l'est partiellement redevenue aujourd'hui. Ceux des « gardes rouges » qui s'étaient obstinés à poursuivre une activité désormais inutile se firent sévèrement rappeler à l'ordre et souvent déporter aux quatre coins du pays. L'université de Pékin fut occupée par la troupe au mois de mars 1968. En juillet on y fit pénétrer des groupes d'ouvriers dont la présence devait symboliser la prédominance du prolétariat.

Des rites plus sévères

Est-ce à dire que tout se passe à nouveau comme autrefois ? Pas exactement. Les cadres du parti ont les mêmes responsabilités mais ils sont soumis à des rites plus sévères. Ils doivent dans des occasions plus nombreuses « s'expliquer » devant les masses, c'est-à-dire faire devant elles la démonstration de leur absolue fidélité à la pensée de Mao. Tout est mis en œuvre pour faire oublier que dans un pays encore sous-développé comme la Chine, seule une petite minorité peut accéder aux privilèges du pouvoir et à ceux de l'étude. Le fonctionnaire du parti est un prolétaire comme les autres puisqu'il effectue, au moins une fois par semaine, un travail manuel. L'étudiant n'est pas coupé des masses puisqu'au sortir de l'école il devra passer un temps assez long « à la production ». Les décisions concernant la promotion de l'un et l'envoi de l'autre à l'Université seront soumises à la ratification des travailleurs comme si tous ces gestes pouvaient effacer l'inégalité des situations et la réalité de la **sélection**.

Ce n'est pas là seulement comportement magique. C'est aussi signe de méfiance à l'égard du monde des intellectuels et des techniciens, ce monde où il y a si peu de « feuilles blanches » sur lesquelles on puisse « écrire et dessiner ». Cette méfiance se manifestera-t-elle avec autant de force après la mort de Mao ? C'est peu probable. Il restera alors la prédominance de l'appareil... et la transformation des campagnes.

Des changements considérables dans les communes populaires

Entre 1968 et 1971, des changements considérables sont en effet intervenus dans les communes populaires. Il s'agit moins de la nouvelle flambée d'égalitarisme (réduction des parcelles individuelles, calcul plus démocratique des points-travail) qui a accompagné la révolution culturelle que des efforts entrepris pour élever la productivité agricole et développer une petite et moyenne industrie de village et de district. Ce qui avait échoué en 1958-59 semble avoir réussi au cours de la dernière période. C'est qu'il n'est plus question de hauts fourneaux mais de fabriques d'engrais, d'installations mécaniques et électriques légères voire d'entreprises électroniques. L'offensive a été menée cette fois avec beaucoup plus d'intelligence et de réalisme.

Il est encore trop tôt pour savoir si ces changements permettront de compenser de manière durable la poussée (1) démographique qui a d'ailleurs tendance à se ralentir et de relever sensiblement le niveau de vie des masses. Si le mouvement se poursuit au même rythme, le problème de l'urbanisation sera résolu non par le développement de gigantesques cités et la migration de dizaines de

millions d'agriculteurs, mais par la création d'une multitude de petits centres puisant directement leur main-d'œuvre dans l'entourage paysan. Solution économique à un double point de vue : elle ne nécessite pas les grands investissements et les dépenses d'infrastructure qu'implique le développement de l'industrie dans les villes, elle permet de donner aux nouveaux travailleurs industriels une rémunération plus proche de celle des paysans que de celle des ouvriers (la différence devant être d'au moins 1 à 2 et probablement de 1 à 3). Nous risquons de voir ainsi resurgir sous une autre forme le problème de « l'accumulation socialiste primitive ». Il ne s'agira plus, comme cela a été le cas en U.R.S.S., d'une sous-évaluation du prix des produits agricoles par rapport aux prix industriels mais d'un **sous-paiement de la force de travail paysanne** mise au service de l'industrie. De là naitront des contradictions qui épargnaient jusqu'ici les campagnes. Aux côtés des modes de répartition communautaires (liés à une agriculture encore primitive) le salariat (qui est déjà prédominant dans les villes) fait son apparition. Le conflit sur le travail temporaire qui a éclaté à Changhaï en décembre 1966 était donc le signe avant-coureur d'une situation qui tend à se généraliser à l'échelle du pays.

Les aspects positifs l'emportent

En attendant, les aspects positifs de l'industrialisation des campagnes l'emportent de loin sur ses aspects négatifs. Il faut considérer non seulement le côté économique mais aussi le côté psychologique de cette transformation. La voie d'une adaptation naturelle — sans les traumatismes du transfert à la grande ville — des agriculteurs au monde industriel a été ouverte. L'expérience sera suivie avec un intérêt passionné par tous les pays en voie de développement et sa réussite pourrait être matière à réflexion pour les pays industrialisés eux-mêmes. A commencer par la grande puissance rivale, celle qui plus encore que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. va désormais compter dans l'évolution des rapports de forces en Asie, je veux dire le Japon.

La Chine communiste nous offre ainsi deux visages : celui d'un pays

qui résout avec ingéniosité un certain nombre de problèmes qui ont paru insolubles aux Soviétiques (décentralisation de la planification, système commercial souple, industrialisation des campagnes, etc.) et celui d'une nation qui apporte un message politico-religieux au monde. Comme tous les messages de ce genre, celui-ci est interprété, modifié et déformé par ceux qui le reçoivent.

En Europe et en Amérique, il est repris par une partie de ceux qui, sous le couvert d'une critique violente mais superficielle du capitalisme et du système soviétique, fuient en réalité l'examen des problèmes soulevés par le progrès scientifique et le développement industriel. En Occident, il y a une parenté entre le « maoïsme », les utopies néo-rousseauistes et l'extrémisme chrétien.

Pauvreté vaut-elle vertu ?

Lorsque le communisme chinois fait de la pauvreté une vertu, lorsqu'il exalte le dur et épuisant labeur du paysan et place au-dessus de tout le travail manuel, il ne fait que justifier un état de fait qu'il est impossible de transformer en quelques dizaines d'années. Mais ce n'est pas là l'avenir de l'homme, cet avenir entrevu par les géniales anticipations de Marx. Dès le siècle prochain nous approcherons dans un certain nombre de pays du seuil au-delà duquel le temps de travail cessera d'occuper la plus grande partie de la vie des individus, où le temps disponible dominera et où la part du travail humain deviendra si faible dans la production sociale que la rémunération salariale pourra enfin céder la place à de nouvelles formes de partage. Ce seuil ne sera pas franchi sans de grandes luttes, mais il ne le sera que dans un monde de haute productivité et d'immenses richesses.

En arrachant à la zone de domination capitaliste le quart de l'humanité, la révolution chinoise a infléchi le cours de l'histoire. Elle ne pouvait l'accélérer au point d'apporter des solutions à des problèmes qui ne se poseront vraisemblablement à la Chine que lorsqu'ils auront déjà été résolus ailleurs. □

Les intertitres sont de la rédaction de « T.S. ».

(1) L'accroissement de la population, qui était, entre 1960 et 1965, de 2 % par an, serait tombé à 1,2 %, pourcentage comparable à celui des Etats-Unis.

Gouvernement de voleurs

Contre le régime des scandales et des patrons
les débats parlementaires ne peuvent rien
le dialogue Mitterrand - Chaban ne sert à rien.

Seule l'action de masse paie.

Pour des transports décents.

Pour la carte unique payée par les patrons.

Pour de meilleures conditions de travail des employés de la
R.A.T.P.

Pour que cessent les hausses.

A l'appel de la Fédération des Comités d'Usagers soutenue par
l'A.M.R., L.O. et le P.S.U.

Manifestons tous
Vendredi 22 Octobre
18 h. 30 - Gare du Nord



Cuba

La solidarité nécessaire

G. Mendelson

Il ne s'agit pas, dans cet article, de faire un reportage journalistique, mais d'expliquer pourquoi, aujourd'hui comme hier, la solidarité avec la révolution cubaine reste un des premiers devoirs du militant.

Les difficultés économiques

S'il s'agit de prouver à tout prix que la situation est difficile, sinon mauvaise à Cuba, il n'est pas besoin d'aller chercher bien loin la preuve de ces difficultés : Fidel Castro en parle lui-même abondamment dans ses discours (voir notamment le discours du 26 juillet 1970). Il parle d'ailleurs franchement, et avec une grande conscience, de l'utilisation que ne manqueront pas de faire de cette situation les ennemis de la révolution cubaine. S'il s'agit par ailleurs de démontrer que ces difficultés se répercutent sur la vie politique à Cuba et la ligne politique du parti communiste de Cuba, cela est d'une telle évidence qu'il est inutile de s'y arrêter longuement. Mais si, prenant appui sur ces réalités, dont les camarades cubains sont les premiers conscients, on prétend rompre avec la révolution cubaine les liens qui l'unissent il y a encore peu de temps avec l'extrême-gauche révolutionnaire du monde, notre devoir est de nous opposer immédiatement à cette prétention.

Il faut par ailleurs prendre garde à ne pas céder à une trop facile démagogie et à ne pas se transformer en ce qu'on nomme à Cuba les « juges planétaires de la révolution ». Garder son légitime droit de critique ne signifie pas devenir donneur de leçons... de loin. Il est vrai qu'« il faut toujours compter sur ses pro-

pres forces ». Mais que signifie cette vérité pour l'économie cubaine ? Sa réalité peut être expliquée en quelques mots : Cuba ne dispose pas, sur son territoire, de sources d'énergie dignes de ce nom (contrairement par exemple à l'Albanie). Ni charbon, ni cours d'eau important, peu ou pas de pétrole. Ceci est une situation de fait, et aucun regret ni aucune leçon ne pourront la changer.

Cuba doit importer son énergie de l'extérieur, et dépend ainsi de l'arrivée régulière des gros pétroliers soviétiques (environ un toutes les 50 heures !). Si Cuba, située entre le Texas et le Venezuela, doit recevoir du pétrole... de Bakou, la responsabilité de cette situation incombe au blocus imposé par l'impérialisme nord-américain comme représailles face à la ligne d'indépendance nationale suivie par les révolutionnaires cubains dès la prise du pouvoir politique. On peut difficilement en faire le reproche au gouvernement cubain !

Cuba et l'Amérique latine

« Compter sur ses propres forces », certes. Mais, en l'occurrence, « les propres forces » sont l'Amérique latine dans son ensemble. Toutes les études et critiques publiées à l'Occident sur l'économie cubaine oublient presque sans exception, l'effort considérable que Cuba continue de faire pour aider les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine (et même d'ailleurs). Peu importe si cet oubli est intentionnel ou accidentel : il permet de « dépolitiser » les difficultés économiques de l'île, de les résoudre à de simples erreurs techniques qui ont certes leur importance,

mais ne sont pas seules en cause. Les communistes cubains sont conscients du caractère indispensable de la libération du continent pour assurer le développement de leur propre révolution.

La large brèche que le gouvernement du Chili a ouverte dans le blocus de Cuba, imposé par l'impérialisme U.S. aux régimes fantoches du continent, joue ainsi un rôle de premier plan. Il est nécessaire de connaître la réalité cubaine pour comprendre que l'espoir de Cuba repose pour une large part sur le développement des forces révolutionnaires d'Amérique latine. En attendant, Cuba doit utiliser les moindres failles dans le blocus de l'impérialisme : les relations avec le Mexique, les ouvertures en direction du Pérou doivent être considérées essentiellement sous cet angle. En attendant également, l'importance de l'assistance économique de l'Union soviétique et des « démocraties populaires » continue à être primordiale et il est inutile de préciser que les gouvernements de ces pays n'ont pas, vis-à-vis du continent latino-américain, une attitude qui vise précisément à soutenir le développement du mouvement révolutionnaire.

Conditions de vie et développement culturel

Cela étant précisé, il convient avant tout, dans la définition de notre attitude par rapport à Cuba, de ne pas oublier l'élément prioritaire — sinon unique — de référence : le rôle de la révolution cubaine en relation avec les conditions de vie et le développement culturel de la population cubaine. Nous n'insistons pas sur le prodigieux bond en

avant que la révolution a permis de faire au peuple cubain : depuis dix ans, l'analphabétisme est supprimé ; si l'alimentation (ainsi que tous les biens de consommation) demeure soumise au rationnement, Cuba est le seul pays d'Amérique latine où personne ne meurt de faim, où la misère a vraiment disparu ; l'infrastructure sanitaire, quasi inexistante en 1959, est aujourd'hui la plus développée du continent ; l'éclosion culturelle de Cuba a déjà fait l'objet de nombreuses études, et on pourrait insister de la même manière sur l'extraordinaire développement sportif. Nous passons rapidement sur ces éléments, qui sont en général connus — et reconnus même par l'ennemi — sinon pour rappeler que c'est fondamentalement là-dessus qu'on juge un régime et une révolution, et non sur l'application ou la fidélité à un schéma pré-établi dont certains intellectuels occidentaux ont décidé, une fois pour toutes, qu'il devait être celui des Cubains.

On a souvent dit que la situation actuelle était en dégradation permanente et rapide dans l'île. Cette vision de catastrophe n'existe que pour ceux qui avaient, il y a quelques années, la vision idyllique de Cuba construisant le socialisme dans l'allégresse permanente et une démocratie de masses sans faille. Il y a certainement dans la Cuba d'aujourd'hui des grands sujets de mécontentement, et la tension qui continue de régner sur l'île peut provoquer des signes de lassitude. La sévérité du rationnement, qu'imposent les grandes difficultés de l'économie cubaine, en est certainement l'élément le plus déterminant. Cependant, l'essentiel demeure, et c'est cela qui est fondamen-

tal : l'attachement de la population au socialisme reste indiscutable. On peut souvent entendre aujourd'hui dans la bouche des Cubains des phrases du type : « C'est plus difficile qu'on ne le croyait, mais ça vaut la peine. » Il n'y a pas par ailleurs, à Cuba, cet étouffement culturel dont on parle : à Cuba, les cinémas projettent des films cubains (pour la plupart remarquables instruments d'éducation), des films des pays socialistes, de nombreux films occidentaux (entre autres : *Elise ou la vraie vie*, *Z*, *Camarades*, etc.). Le peuple cubain demeure fondamentalement un peuple révolutionnaire, cela constitue le point positif le plus important, dans la mesure où, malgré le Chili, Cuba et son économie continuent à vivre séparés du continent dont ils sont partie intégrante.

Le droit au désaccord

Que cela ne nous fasse pas accuser de renoncer à tout droit de discussion. Nous ne pouvons que répéter ce que disait Fidel Castro lui-même dans son fameux discours du 23 août 1968 (sur la Tchécoslovaquie) : « Nous nous demandons si peut-être à l'avenir les relations avec les partis communistes se baseront sur leurs positions de principe, ou si elles continueront à être déterminées par le degré de soumission, de « satellisme » et de servilité, et ne seront considérés amis que ceux qui acceptent tout sans condition, et sont incapables d'un seul désaccord. »

Ce droit au désaccord et à la discussion, Cuba le revendique pour elle ; il est hors de question, pour les militants révolutionnaires français et européens, de se transformer en inconditionnels du P.C. cu-

bain : celui-ci ne nous le demande d'ailleurs pas.

Ce que Cuba demande, ce à quoi Cuba a droit, c'est d'un sens minimum de responsabilité dans la détermination de nos attitudes politiques. La responsabilité consiste à ne pas reprendre sans preuve les allégations de la presse bourgeoise, comme ce fut le cas par exemple lors de l'affaire Padilla et du prétendu emploi de la torture à Cuba.

Ce que nous critiquons ici, ce n'est pas le fait d'exprimer des réserves ou des désaccords sur l'affaire Padilla par exemple, mais c'est l'importance gigantesque donnée à ce problème alors qu'au même moment, quatre pêcheurs cubains, capturés en haute mer par la marine U.S., étaient condamnés le 9 juin par un tribunal yankee à six mois de prison et 10.000 dollars d'amende chacun. Cette agression, extrêmement grave pour Cuba, où la pêche représente une activité de premier plan, a été déjouée grâce à l'extraordinaire dignité et au courage des pêcheurs, la mobilisation immédiate et massive de la population cubaine, et la fermeté du gouvernement révolutionnaire — mais en aucun cas grâce à la protestation et à la solidarité des intellectuels ou du mouvement révolutionnaire occidental, pour lesquels l'absence d'information dans la presse n'a jamais été une excuse. Peut-on admettre la vive réaction des Cubains à l'encontre de ceux qui se mobilisent pour un intellectuel mais assistent sans réagir à l'emprisonnement de travailleurs communistes cubains par l'impérialisme yankee ?

Nous pensons en conclusion que la responsabilité consiste à ne pas nous demander si une révolution mérite notre solidarité : on ne fait pas de commerce avec l'internationalisme. Il suffit de savoir ce que Cuba représente pour l'ensemble des peuples latino-américains — et ceux qui ont eu l'occasion de séjourner dans un pays du continent reconnaissent cette évidence — pour comprendre l'importance fondamentale, vis-à-vis de l'ensemble du mouvement révolutionnaire latino-américain et mondial, du maintien et du renforcement du premier territoire libre d'Amérique latine. Tout comme auparavant, Cuba a besoin de la solidarité active du mouvement révolutionnaire mondial, sans que cela empêche le nécessaire débat sur l'évolution du socialisme cubain. Est-il nécessaire de rappeler cette phrase de Che Guevara ? « L'internationalisme prolétarien n'est pas seulement un devoir, mais aussi une nécessité. » □

"L'usine au milieu des fleurs"

François Della Sudda

Le document que publie cette semaine l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (U.G.T.R.F.) est accablant.

Accablant pour l'Etat, inventeur du Bureau pour le développement des migrations intéressant les départements d'Outre-Mer (BUMIDOM), accablant pour Simca-Chrysler-C.F.T. à qui le BUMIDOM « fournit » par an 800 Réunionnais, accablant pour les sociétés immobilières dont les immeubles, à Carrières, à la Coudraye, à Mantes-la-Jolie, à Poissy notam-

ment ont été transformés en « centres d'hébergement ».

Un itinéraire épouvantable

Il n'est pas nécessaire de se rendre en Arabie Séoudite pour étudier les conditions actuelles de la traite des hommes. Il suffit de suivre l'épouvantable itinéraire des jeunes Réunionnais, tel que l'U.G.T.R.F. l'a reconstitué. A ce qu'on sait de l'exploitation des travailleurs étrangers en France, des cadences et des salaires imposés

par Simca-Chrysler-C.F.T., il faut ajouter les « privilèges » consentis aux Réunionnais, parce que « la Réunion c'est la France » et que, si les Réunionnais, comme Français, n'ont pas droit aux protections sommaires dont bénéficient les autres travailleurs émigrés, comme Réunionnais, ces Français n'ont pas le droit non plus aux garanties qui protègent généralement les citoyens dans leur pays.

Un esclavage organisé

Voilà qui permet au BUMIDOM, à Simca, à des sociétés comme la Société d'Équipement de la Région Mantaïse (S.E.R.M.), d'organiser l'esclavage des Réunionnais en toute liberté, avec la triple bénédiction de la C.F.T. qui se dit organisation syndicale, de Debré, député de la Réunion par suppléant interposé, de Messmer, aujourd'hui ministre des départements d'Outre-Mer, où il peut continuer à exercer sa spécialité d'exploiteur colonial, naguère rodée dans les hauts commissariats d'Afrique.

Le schéma des négriers

Le schéma de leur action est aussi simple que les schémas de tous les négriers du monde.

Premier temps : recrutement à la Réunion sur promesses fallacieuses qui arrachent à leur pays non seulement les chômeurs — qui constituent aujourd'hui 20 % de la population active — mais de jeunes ouvriers qualifiés, attirés par « Simca, l'usine au milieu des fleurs » comme l'annonce la publicité diffusée par voie officielle de presse, de radio et de télévision. Et les avantages d'être proclamés :

- salaire à partir de 1.400 francs avec garantie de promotion ;
- prime d'arrivée de 2.000 francs ;
- transport gratuit ;
- logement gratuit et confortable ;
- terrain de sport, piscines, salles de jeux, etc.

Deuxième temps : 15 jours après le jeune Réunionnais est en France pour un stage de « prise en main ». Malgré la condescendance et le mépris, on ménage encore un peu la sensibilité du nouveau venu.

Troisième temps Poissy : les fleurs de l'usine sont devenues :

- des cadences infernales (poser des phares sur 800 moteurs ; 104 trajets en engins élévateurs ; le même geste répété 900 fois...)
- emploi simultané à plusieurs points de la chaîne ;
- brimades en tout genre ;
- adhésion obligatoire à la C.F.T....

Mantes : le logement confortable et gratuit s'est transformé :

- 9 travailleurs dans un appartement prévu pour 3 ;
- loyer : 200 francs par mois et par personne pour un appartement que n'importe qui d'autre au Val-Fourré paye, charges comprises, moins de 400 francs par mois ;

● interdiction d'y recevoir même sa propre femme ;

● visites d'hommes admises de 18 h 30 à 21 h. en semaine, de 9 h à 11 h les jours fériés ;

● contrôle régulier ou intempestif par la C.F.T. qui contrôle la gestion des foyers ; etc.

Et quand arrive la fin de la première quinzaine on découvre qu'il n'y a pas de prime, que les transports et le logement sont déduits du salaire et qu'on va toucher à peu près 700 francs par mois sans possibilité d'avancement ni de promotion.

Les duperies découvertes

Le Réunionnais a vite fait de découvrir d'autres duperies — par exemple qu'on lui retire sur son salaire le droit à la sécurité sociale mais qu'il ne peut en bénéficier lorsque est malade parce que « on » a oublié de l'inscrire au centre de S.S. ou bien que sa place est prise un matin à la chaîne, qu'on lui fait signer une lettre de « démission » et qu'il touchera un dernier salaire grevé de la pénalisation consécutive... à un départ sans préavis !

Qu'il parte dans ces conditions, ou qu'il décide lui-même de fuir l'enfer Simca-Chrysler-C.F.T., à la différence des autres travailleurs étrangers qui peuvent alors regagner leur pays, il ne peut plus rentrer chez lui (où trouver les 2.500 francs du voyage ?). Il ne peut plus que devenir chômeur en France.

Inutile d'expliquer au lecteur de « T.S. » la révolte latente de ces esclaves, qui peut éclater n'importe quand et n'importe comment et aller jusqu'à la détérioration du matériel auquel on les asservit. Inutile d'expliquer pourquoi les défenseurs à Lyon de ceux qui ont agi ainsi placent le débat sur le terrain des conditions de vie et de travail.

Les comptes à demander

Mais l'opinion qui ne sait pas ou ne veut pas savoir, il faut lui faire savoir, il faut la contraindre à savoir ce qui est, et qu'en France, en 1971, à côté de tous les autres exploités, leurs camarades algériens, marocains, portugais, turcs, les travailleurs réunionnais vivent plus servilisés et plus désespérés encore parce que « la Réunion, c'est la France ».

Depuis longtemps les sections P.S.U sont en alerte. A Poissy, à Mantes, par exemple, on intervient et parfois même physiquement lorsque la C.F.T. se déplace avec poignards, gourdins et revolvers. Mais il est urgent de donner maintenant une dimension nationale à ces actions, et au moment où l'U.G.T.R.F. livre des informations aussi précises, de devenir avec nos camarades réunionnais les accusateurs publics de cet autre scandale du régime et de l'économie capitalistes. Nous avons des comptes à demander à tous ceux qui des ministères aux municipalités, organisent et protègent quand ils n'en vivent pas, la traite des Réunionnais.

● Le document de l'U.G.T.R.F. est disponible rue Borromée.

Le sang des affamés

Le ministre de l'Intérieur et de la Sécurité nationale de Haïti, Luckner Cambronne, chef du bataillon spécial d'assassins, les Léopards, l'un des exploités les plus indécents du peuple haïtien, jouisseur effréné et cupide, vient de mettre sur pied une nouvelle entreprise macabre pour ajouter aux millions qu'il a déjà accumulés aux dépens du peuple haïtien : il s'est adjugé le monopole de l'exportation de sang et de cadavres vers les centres de recherches d'Amérique du Nord.

En effet, un centre de prélèvement de sang a été installé au portail Saint-Joseph à Port-au-Prince. Chaque jour on assiste au spectacle désolant de centaines d'affamés faisant la queue pour vendre leur sang pour une somme dérisoire. Quand on sait qu'un litre de sang vaut \$ 35 en Amérique du Nord, quand on sait qu'après avoir vidé une telle quantité de sang on doit attendre au moins trois mois avant un autre prélèvement, tandis qu'en Haïti les docteurs invitent les donneurs à revenir après cinq jours, on ne peut que s'indigner devant de telles pratiques. Déjà le travail, la sueur, l'argent du peuple sont drainés vers l'étranger, maintenant c'est son sang même que l'on pompe littéralement. On sait que le sang des Haïtiens, des pays dits « sous-développés », contient des anti-corps qui immunisent contre de nombreux

maladies. Ces anti-corps sont évidemment très recherchés par les pays industrialisés. Injectés dans le sang de l'homme vivant en Amérique du Nord et en Europe ils immunisent contre toutes sortes de microbes et d'agents infectieux. On peut se demander quelle ampleur atteindra l'opération si nous ne nous organisons pas pour arrêter cette effroyable saignée du peuple haïtien.

Il est un crime encore plus révoltant que les duvaliéristes sont en train de commettre contre le peuple haïtien : c'est le commerce de cadavres vendus pour les dissections dans les universités étrangères. C'est un secret que le gouvernement cherche vainement à dissimuler à cause du respect que les Haïtiens éprouvent pour leurs morts. On peut compter sur le ministre de la Sécurité nationale et sur ses hordes d'assassins pour fournir aux bateaux-cercueils des cargaisons complètes de cadavres à destination de l'étranger. Les habitants des faubourgs ont une raison supplémentaire de craindre les rafles des macoutes. C'est sans doute également un moyen fort lucratif pour Luckner Cambronne de disposer des cadavres de patriotes qui s'accumulent dans les caves du Palais national.

- Service d'information patriotique haïtien.

Le 8 octobre, avec surprise, on pouvait lire dans la page « Arts et spectacles » du Figaro ce titre « N'ayez plus peur de la banlieue ».

Il y a 20 ans, pour un lecteur du « Figaro », se rendre en banlieue devait paraître une aventure : Aubervilliers, St-Denis, Nanterre... des noms qui évoquaient l'homme au couteau entre les dents, la pègre algérienne. Pour le critique de service du « Figaro », J.-J. Gautier, habitué aux velours et dorures de la Comédie Française et des théâtres « rive droite », il semblait évident que, dans ces lieux si déserts, on avait le temps de se faire assassiner avant d'entrer dans un « théâtre » et, si l'on avait la chance d'y entrer, on risquait d'être « endoctriné » par ces « staliniens » qui ne jureraient que par Brecht, parlaient de « distanciation dialectique » !

Il y a 20 ans, en septembre 1951, le T.N.P. naissait à Suresnes, avec « Le Cid » et « Mère Courage » (Brecht toujours... !). Jean Vilar déclarait « ce que je veux, c'est établir

autour de Paris de solides bastions dramatiques ». Le TNP, de 1961 à 1963, a joué à Aulnay-sous-Bois, Champigny, Choisy-le-Roi, Clichy, Colombes, Gennevilliers, St-Denis, Suresnes... Si « Le Cid » avait, grâce à Gérard Philipe et au « label de qualité » dont jouit « Corneille », fait l'unanimité de la critique (J.-J. Gautier compris), par contre « Mère Courage » ne recevait pas les mêmes faveurs. J.-J. Gautier écrivait dans « Le Figaro » du 20-11-51 : « L'ensemble est effroyablement long et pesant. Je ne parviens pas à croire que ce soit l'ambition et le but d'un théâtre populaire que de remettre les spectateurs à la rue plus éreintés qu'ils n'étaient au lever de rideau ».

Pourtant, ces solides bastions dramatiques souhaités par Jean Vilar se sont implantés avec des moyens extrêmement modestes. C'est ainsi que, dès 1961, (après Guy Rétoré, en 1957 avec le T.E.P., implanté aux limites de Paris et de la banlieue), 10 ans après le TNP à Suresnes, des animateurs (Gabriel Garran à Aubervilliers,

Jacques Roussillon et José Valverde à Saint-Denis, en 1964, Pierre Debauche à Nanterre, Raymond Gerbal à Villejuif, en 1967, Claude Sévenier et Patrice Chéreau à Sartrouville, puis en 1970, Ariane Mnouchkine à la Cartoucherie de Vincennes...) ont imposé des spectacles de très grande qualité. Découvreurs de textes nouveaux, innovateurs dans la mise en scène, instaurateurs d'un rapport animateurs-spectateurs, ils ont recherché « au-delà des anciens remparts, de nouvelles racines incertaines dans la périphérie, là même où se construisent peut-être les cités de demain » (Guy Leclerc - « Le TNP de Jean Vilar »).

Maintenant que les animateurs ont, à force de luttes patientes, obtenu des lieux bien équipés, « Le Figaro » commence à les découvrir (à signaler que la Cartoucherie de Vincennes, ainsi que le Théâtre de Sartrouville ne sont pas mentionnés) : « Aubervilliers, un théâtre-hangar ultra-moderne... équipé selon les principes les plus récents » — Saint-Denis : « une vaste restauration le rend

désormais accueillant » — Nanterre : « un « module » théâtral dont l'espace peut être aménagé à l'italienne ou selon la conception moderne de l'interprétation scène-salle » — Suresnes : « un espace habilement aménagé le long d'un jardin... »

« N'ayez plus peur de la banlieue » spectateurs de la bonne société, d'autant plus que « Le Figaro » a décelé (l) un changement d'orientation de ces théâtres : « Voici quelques années, ils s'étaient faits les apôtres du théâtre engagé. Ils évoluent aujourd'hui vers une formule infiniment moins étroite et font dans leurs programmes une large place au divertissement culturel ou non ». « Le Théâtre de la Commune, conçu à l'origine par la municipalité comme une cellule de diffusion du théâtre purement marxiste, son animateur Gabriel Garran, sans renoncer tout à fait à l'idéal initial, a désengagé son répertoire » — Boulogne : « M. Vilhescaze met en scène des spectacles de toute obéissance. A St-Denis « José Valverde,

son maître à penser, cache parfois son idéologie dans des comédies musicales d'amusante facture ou tente de l'exprimer à travers des ouvrages classiques ».

Peut-on vraiment parler, comme le fait « Le Figaro » de « désengagement » à propos du répertoire des théâtres de banlieue ? Il semble plus juste de dire que les animateurs se sont peut-être aperçus que le démarrage de leurs activités par des pièces d'un accès ardu pour un public neuf à conquérir (les œuvres idéologiques marxistes n'étaient appréciées que d'un public « intellectuel ») alors que le monde ouvrier entre autre nécessitait une nouvelle forme de théâtre, d'où les expériences comme celles de José Valverde à St-Denis, par exemple « La Fête c'est dingue » qui obtient du reste un réel succès. C'est un sujet sur lequel nous reviendrons sans doute, avec la participation des animateurs de banlieue et ceux de province, car il ne faut pas avoir peur de la province, non plus ! □



Lelouch a même rencontré des prolos heureux

Alain Moutot

A la recherche d'une pureté perdue, Claude Lelouch a réalisé « Smic - Smac - Smoc » en huit jours en compagnie de ses copains de fortune (Amidou, Francis Lai, Charles Gérard), sans générique et avec un budget qu'il se plait à estimer dérisoire. Le titre rappelle les initiales du salaire minimum; en quelques flashes sur les prolétaires des chantiers de La Ciotat en pleine action, le cinéaste qui se dit « de gauche » a délaissé l'univers calfeutré des cadres supérieurs, des coureurs automobiles, champions en tous genres et des journalistes arrivés et prestigieux, pour se pencher sur le monde du travail.

Enfin ! va-t-on s'esclaffer d'enthousiasme et de surprise, un cinéaste français qui fait de la caméra un outil de combat, sait faire vivre à l'écran les problèmes ouvriers et comprendre leurs perspectives de

lutte ! C'est vite aller en besogne. N'en demandons pas trop. En récupérant un thème tout de même plus à la mode depuis Mai 68, Lelouch a certes voulu lancer un pavé dans les eaux troubles du cinéma commercial où il se meut très à l'aise d'ordinaire, mais il n'a pas été jusqu'à choquer le spectateur et révolutionner des habitudes trop bien ancrées.

Le révolution, qui est-ce qui s'en préoccupe ?

Comme dit un de ses personnages : « La révolution, qui est-ce qui s'en préoccupe au juste ? » Et on peut dire que ces prolos, il nous les livre sur mesure, au goût du jour. En ces périodes d'agitations sociales, de tensions extrêmes, quoi de plus reposant pour la vue, rassurant pour l'esprit, tranquillisant pour les

nerfs que cette visée colorée de trois travailleurs à Saint-Tropez, havre d'été des capitalistes en goguette, et symbole d'une société privilégiée, que le film présente comme la concrétisation des rêves les plus intimes des sages ouvriers de notre beau pays. La ballade sur la Côte d'Azur donne à Lelouch l'occasion de débrider son goût pour le clinquant et le superficiel, son côté m'as-tu-vu, sa prédilection pour la carte postale. (Le joyau de cette quincaillerie de bazar nous est offert dans le court-métrage précédant le film sur l'Iran, terre des contrastes, très révélatrice de la démarche de l'auteur). L'assimilation totale de la classe ouvrière à l'idéologie que la classe dominante tient depuis tellement de temps à imposer, est accomplie dans Smic, Smac, Smoc. Mais la vision modernisée de l'intégration idéologique ne prive pas le réalisateur de manier la gamme des vieux clichés qu'on croyait complètement jaunés. Le rêve prolétarien se fait alors tout petit bourgeois : une chaumière, un jardin et un cœur.

Le ton est bon

Au regard des réalisations antérieures, du metteur en scène et de leurs ambiguïtés, la prospective politique du film ne cause aucune surprise. Par contre, tout n'est pas faux au niveau du reflet statique, du constat. Et certains délires gauchistes ne pourront pas se nourrir des réalités sur la classe ouvrière que le film parvient à de très courts ins-

tants à saisir. De plus, Lelouch a su trouver pour exprimer le genre d'idée qu'il développe une certaine justesse de ton et même renouer avec une verve populiste particulièrement adéquate au thème traité. Il y a dans « Smic, Smac, Smoc » des morceaux de bravoure cinématographiques, dignes plus que tous autres de figurer dans la cinémathèque que Lelouch s'est déjà édifiée (Club 13). Des dizaines de minutes durant, la caméra folâtre au cours du repas des ouvriers, où l'apparence décousue de la conver-

sation ne manque ni de piquant ni de comique, Lelouch a su jouer d'astuce pour que l'ambiance d'une amitié-refuge dans un monde opprimant ne paraisse pas artificielle, les bons mots d'une conversation de prolos, trop empruntés. On pourra peut-être en conclure que le film n'en est que plus dangereux. Rétorquer que présenter un jeune premier arabe (Amidou) dans un film à grande diffusion est une manière de lutte contre le racisme, paraîtra exagéré. L'œuvre se veut une pochade et Lelouch décontracté. □

Les producteurs

Le développement de la télé a été fulgurant à l'intérieur des frontières de chaque pays mais les programmes forcement nationaux n'ont pas connu l'universalité du cinéma à ses débuts. C'est ce qui fait qu'un très grand comique, Zero Mostel, vedette numéro un aux U.S.A., reste pratiquement inconnu du reste du monde.

Il est dans « Les Producteurs », un véritable obus catapulté dans le jeu de quilles du monde du spectacle, un fauve dans la jungle des commanditaires de théâtre. Puisqu'il est plus rentable en bonne logique capitaliste de trucher un peu ses comptes quand on est producteur et de faire un foдр que de réaliser une merveille qui tient l'affiche des mois entiers en ayant sur le dos une meute de créanciers affamés, Zero Mostel

cherchera le plus mauvais scénario, le plus mauvais acteur, le plus mauvais metteur en scène. Comme l'auteur en question est un nostalgique détraqué du nazisme, il croit écrire un hommage au Führer et fait crouler de rire les spectateurs ravis de cet opéra-bouffe sur le III^e Reich qu'ils prennent pour une parodie. Le succès de la pièce mène Zero à la prison où il saura exercer de façon très lucrative ses dons de « businessman » du spectacle.

Un film qui fait penser aux frères Marx, à « Monnaie de singe », particulièrement. C'est là d'ailleurs la limite de l'œuvre. Car les frères Marx faisaient rire sur le même sujet, il y a vingt ans déjà. La matière ne manque pas aujourd'hui, en 1971, aux U.S.A., sur laquelle l'humour corrosif et génial peut exercer ses ravages.

Sunay Tagmac Erim assassins

François Gyr

Les juges militaires du tribunal d'exception créé pour la circonstance, ont condamné à mort, le 9 octobre, dix-huit militants révolutionnaires. Ils appartiennent presque tous à l'A.L.T. (Armée de Libération de la Turquie), groupe révolutionnaire qui avait mené toute une série d'actions révolutionnaires au début de l'année 1971. Ils avaient enlevé, puis relâché, indemnes, quatre sous-officiers américains, pour protester contre l'impérialisme U.S.

Ces actions leur valent la peine de mort après un procès truqué. Il est de la tâche de tout le mouvement révolutionnaire d'empêcher leur exécution, de dévoiler à l'opinion publique française le caractère fasciste du régime installé au pouvoir depuis mars 1971. Ce régime a multiplié les arrestations arbitraires, les assassinats des dirigeants ouvriers, la torture dans les prisons.

Ce procès n'est que le premier d'une longue série qui a comme objectif de décapiter le mouvement révolutionnaire turc.

Le 12 mars 1971, le gouvernement du « Parti de la Justice » est tombé (1). Les commandants d'armée et le chef de l'état-major, **Tagmac**, ont présenté un mémorandum. Ils demandaient « la démission du Parti de la Justice, la formation d'un gouvernement fort et la réalisation de réformes ». Sinon, disaient-ils, « l'armée prendra le pouvoir ». **Demirel** s'est retiré. Il a été remplacé par un gouvernement dirigé par **Nihat Erim**, contrôlé par un directoire militaire et le président de la République, **Sunay** (ancien militaire lui-même). Le premier acte de ce gouvernement fut de proclamer l'état de siège dans onze provinces et d'y appliquer la loi martiale. Toutes les organisations révolutionnaires et progressistes furent dissoutes, tous

les journaux progressistes interdits, leurs dirigeants mis en prison et torturés. Les casernes se transformaient en prisons.

● La grande bourgeoisie collaboratrice voulait avant tout rétablir « la paix et l'ordre ». Cela signifiait tout d'abord l'écrasement du mouvement ouvrier turc engagé depuis un an dans des luttes de plus en plus dures. Cela signifiait aussi la volonté d'imposer aux propriétaires fonciers, à la moyenne et petite bourgeoisie, les décisions du capital financier U.S. en Turquie. Dans les limites d'une économie semi-féodale, en pleine stagnation (deux dévaluations en un an), le taux d'exploitation s'amenaisait. Un régime fort s'imposait.

● Les industriels représentant l'impérialisme U.S., regroupés au-

tour de Koç Holding, groupe composé de plus de 50 sociétés engagées dans la production sous licence étrangère, avaient été très touchés par la dévaluation d'août 1970. Le secteur capitaliste d'Adana (ville du sud-est) essentiellement composé de grands propriétaires terriens, investissant dans l'industrie, détenait le pouvoir avec le Parti de la Justice.

● Le mouvement réformiste (petite et moyenne bourgeoisies) se regroupait dans deux partis : Le Parti Républicain Populaire d'**Ismet İnönü**, se battait pour « une réforme agraire » et « l'industrialisation nationale » et rencontrait ainsi sur le terrain la grande bourgeoisie. Un autre mouvement, issu de la moyenne bourgeoisie, croyait en la possibilité de la prise du pouvoir par l'armée pour réaliser des réformes (« Devrim »).

Cette conjonction d'appuis à la grande bourgeoisie et à l'armée a permis l'arrivée au pouvoir d'un régime fasciste.

Les valets de l'O.T.A.N.

Le caractère complexe de la lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie à la solde de l'impérialisme, l'armée et les mouvements réformistes a permis aux auteurs du coup d'état de se camoufler derrière un pseudo-interventionnisme économique. La suite des événements a montré le vrai visage du régime. Erim, le président du Conseil a toujours été le valet de l'O.T.A.N.. Le programme de gouvernement du 2 avril, était un serment de fidélité à l'O.T.A.N. et au Marché commun, une invitation ouverte pour l'implantation des capitaux américains, allemands et français « pour redresser l'économie ». La proclamation de la loi martiale dans tout le pays, le 26 avril, a confirmé la fin des illusions réformistes bourgeoises.

L'armée : gendarme de l'impérialisme U.S. au Moyen-Orient

La remise de la Turquie dans l'orbite de l'O.T.A.N. correspond bien à la volonté américaine de renforcer sa force de dissuasion

en Méditerranée. Base stratégique pour l'O.T.A.N., Chypre ne pouvait continuer à rester, par le biais de deux communautés rivales, un enjeu militaire entre la Grèce et la Turquie. A Lisbonne, durant l'été, lors de la conférence du C.E.N.T.O. (commandement militaire de l'O.T.A.N.) le communiqué gréco-turc a scellé l'amitié des deux régimes. Les manœuvres militaires de l'O.T.A.N. se multiplient sur le sol turc et particulièrement aux frontières communes avec la Syrie et l'U.R.S.S., mais aussi au Kurdistan où l'on veut écraser un peuple en lutte pour sa liberté. La collaboration étroite entre la C.I.A. et le M.I.T. (services secrets turcs) s'est renforcée.

La résistance s'organise

Malgré la modification de la Constitution (avec la collaboration d'un juriste français), malgré les emprisonnements, la torture, les tribunaux d'exception, la lutte continue en Turquie.

« Safak », journal révolutionnaire, écrit à la main ou imprimé, circule clandestinement dans les usines. Dans les usines Profilo, Pertricks, Aksu, malgré l'envoi de l'armée, les grèves se succèdent. Des occupations de terres ont eu lieu dans le sud. Le régime a dû réprimer sauvagement les soulèvements antifascistes dans les universités d'Ankara, Istanbul, Izmir.

La multiplication des arrestations, des tortures, l'annonce de nouveaux procès, a pour objectif d'intimider la résistance antifasciste qui s'affirme. La présence à quinze jours d'intervalle de notre secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, de Lipowski et de spécialistes de la répression montre la complicité du capitalisme français avec le fascisme turc.

Les manifestations des travailleurs turcs immigrés en Allemagne (en août dernier) ont été massives. La mobilisation du mouvement révolutionnaire aux côtés du peuple turc pour sauver les dix-huit condamnés à mort d'Ankara devra l'être aussi en France. □

(1) Cf. « T.S. » n° 489, article de J. Romo et « T.S. » n° 501, article de H. Beley.

Sous presse

LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE

Des origines aux enseignements de Mai 68

Notre camarade Yvan Craipeau, qui a lui-même joué un rôle très important dans le trotskysme français des origines jusqu'en 1947, fait dans cet ouvrage le bilan des tentatives opérées par ce courant pour construire le parti révolutionnaire nécessaire à notre époque. Il en montre l'intérêt et aussi les limites. Ce n'est donc pas une histoire désincarnée que l'auteur nous propose, mais un instrument de travail pour faire face à la situation actuelle.

Un ouvrage indispensable à tous les militants.

Jusqu'au 15 décembre, ce livre peut être commandé en souscription aux
EDITIONS SYROS - 9, rue Borromée, Paris 15^e - C.C.P. 19 706 28.

Prix de vente public 18 F ● En souscription, à l'unité 15 F ● En souscription par 10 exemplaires 12 F

Aux
Éditions
SYROS